



NOTE

# Quelles marges de manœuvre financières pour les collectivités territoriales en Auvergne-Rhône-Alpes ?

Peut-on encore investir pour l'avenir ?

JANVIER 2026





## Le CESER en quelques mots...

Le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional, appelé CESER est issu de la loi de 1972 portant création des Régions.

Assemblée consultative, il s'agit de la deuxième institution régionale, formant avec le Conseil régional « LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES »

Le CESER a pour principale mission d'informer et d'éclairer le conseil régional sur les enjeux et conséquences économiques, sociales et environnementales des politiques régionales, et de contribuer au suivi et à l'évaluation des politiques publiques.

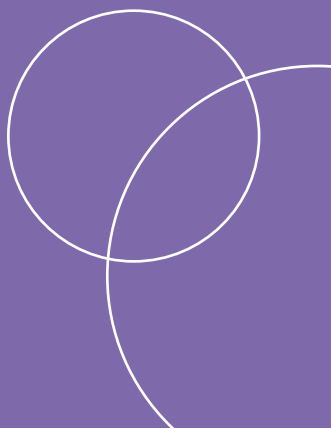
L'assemblée du CESER Auvergne-Rhône-Alpes compte 190 conseillers issus de 4 collèges, représentant :

- Les entreprises et activités professionnelles non salariées
- Les organisations syndicales de salariés
- Des organismes et des associations
- Des personnalités qualifiées (choisies et nommées par le Préfet de région).

Proposés par leur organisme d'origine et nommés par le Préfet pour un mandat de 6 ans, ils constituent la société civile organisée.

Le CESER émet des avis (saisines), des contributions (autosaisines), et intervient dans de nombreux domaines tels que l'emploi, l'innovation, la transition énergétique, la formation, la recherche, le sport, les finances, ou tout autre thème sur lequel il lui semble opportun de se prononcer.

Le CESER Auvergne-Rhône-Alpes puise sa force dans les valeurs de la diversité, de l'écoute et de l'échange. Cette richesse lui permet de rendre des avis décisifs, fruit d'un travail collectif.





## Préambule

Le CESER, deuxième assemblée de la Région, satisfait régulièrement à ses obligations légales de formulation d'avis sur les différents documents budgétaires de la Région, préalablement à la délibération de l'assemblée politique. Le CESER est ainsi l'assemblée régionale du premier mot sur les projets d'orientations budgétaires, de budget primitif, de budget supplémentaire ou de compte administratif.

Dans un contexte national financier particulièrement contraint, il nous est apparu judicieux de faire un pas de côté pour élargir notre focale au-delà de l'institution régionale, et de nous interroger sur les voies et moyens de la plus grande efficacité des deniers publics locaux au service des investissements d'avenir. Notre assemblée souligne en effet depuis longtemps la priorité à accorder à ce type d'investissements, en dépassant le cadre comptable.

Nous avons souhaité apporter un premier éclairage sur une tension perçue comme de plus en plus vive sur les marges de manœuvre pour gérer les deniers publics locaux à l'échelle de l'ensemble du territoire régional.

Il nous est apparu nécessaire d'en rechercher une approche la plus objective possible. Dans un cadre de grande complexité pour résoudre les équations recettes/dépenses, il s'agit de demeurer cependant pragmatique.

Pour ce faire, le CESER a d'abord cherché à synthétiser la problématique des finances locales françaises en puisant aux meilleures sources auprès d'experts indépendants reconnus.

Puis il a approché la donnée régionale en croisant la seule matière statistique homogène, celle des services fiscaux, avec des témoignages d'Exécutifs ou de directeurs généraux des services de plusieurs Départements et Communautés d'agglomération.

Nous avons écarté toute prétention pour délivrer des solutions sur mesure. Cette note vise à apporter de premières clés de lecture et de compréhension de la problématique, à partir d'expériences très concrètes vécues sur le terrain, notamment dans les Départements où les situations sont à la fois préoccupantes et plus aisément comparables entre elles.

Antoine QUADRINI, Président du CESER Auvergne-Rhône-Alpes

NOTE

2026-02



**Président de la commission**

M. Bruno LAMOTTE

# SOMMAIRE

<b>Introduction .....</b>	<b>9</b>
---------------------------	----------

<b>La problématique des finances publiques locales en France .....</b>	<b>11</b>
--	-----------

<b>L'importance d'appréhender les investissements d'avenir, dans le droit fil des travaux déjà menés par le CESER.....</b>	<b>11</b>
--	-----------

<b>Le déficit public, une agrégation de valeurs de nature différente .....</b>	<b>12</b>
--	-----------

<b>Un dialogue difficile entre l'Etat et les collectivités locales .....</b>	<b>13</b>
--	-----------

▶ Un diagnostic non partagé par l'Etat et les collectivités sur la situation des finances locales.....	13
--	----

▶ Une contribution ancienne des collectivités locales au rétablissement des comptes publics .....	13
---	----

<b>Le panorama actuel des finances locales en France .....</b>	<b>14</b>
--	-----------

▶ La Cour des comptes délivre chaque année une analyse conjoncturelle .....	14
---	----

▶ La Banque Postale apporte des informations utiles .....	14
---	----

<b>Des réformes fiscales à fort impact .....</b>	<b>15</b>
--	-----------

▶ Des allègements de charges pour les contribuables.....	15
--	----

▶ Un coût considérable pour les finances publiques .....	15
--	----

▶ Une structure de recettes des Départements inadaptée et défavorable à leur pouvoir de décision .....	16
--	----

▶ Une baisse de la territorialisation des recettes locales .....	16
--	----

▶ La Cour des comptes soulève d'autres problématiques en matière de recettes assises sur le foncier.....	16
--	----

<b>La donne régionale .....</b>	<b>18</b>
---------------------------------	-----------

<b>Regards d'acteurs en région sur la situation financière des collectivités locales.....</b>	<b>20</b>
---	-----------

▶ L'Etat en Région .....	20
--------------------------	----

▶ Les points de vue d'autres CESER.....	20
---	----

<b>Focus sur les données chiffrées DRFIP pour les départements d'Auvergne-Rhône-Alpes .....</b>	<b>20</b>
---	-----------

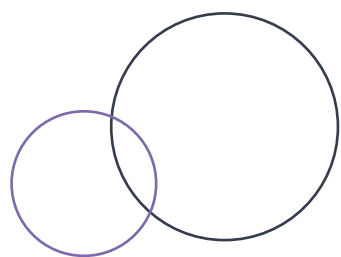
▶ Méthodologie.....	20
---------------------	----

▶ Effet de ciseaux entre ressources de fonctionnement et charges de fonctionnement .....	23
--	----

▶ Mutation des ressources financières.....	23
▶ Recul de la capacité à autofinancer les investissements.....	23
▶ Un endettement le plus souvent maîtrisé.....	23
▶ Des ressources d'investissement atones .....	23
<b>Etudes de cas en Auvergne-Rhône-Alpes .....</b>	<b>24</b>
▶ Un premier éclairage sur les marges de manœuvre financières du bloc communal (communes et EPCI).....	24
▶ La problématique des Départements, à travers cinq témoignages de cas concrets.....	28
<b>Observations, réflexions du CESER .....</b>	<b>34</b>
<b>Des divergences entre Collectivités et Etat sur les données et les analyses .....</b>	<b>34</b>
<b>Les départements, effets de ciseau recettes/dépenses .....</b>	<b>35</b>
<b>Les missions et les modes de financement des Départements .....</b>	<b>35</b>
<b>Quel soutien de la Région aux collectivités ?.....</b>	<b>35</b>
<b>Les besoins d'investissement d'avenir : la pression des contraintes et urgences.....</b>	<b>35</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>36</b>
<b>Annexe 1 Département de l'Ain. ....</b>	<b>36</b>
<b>Annexe 2 Département de l'Allier .....</b>	<b>37</b>
<b>Annexe 3 Département de l'Ardèche .....</b>	<b>38</b>
<b>Annexe 4 Département du Cantal.....</b>	<b>39</b>
<b>Annexe 5 Département de la Drôme .....</b>	<b>40</b>
<b>Annexe 6 Département de la Haute-Loire.....</b>	<b>41</b>
<b>Annexe 7 Département de la Haute-Savoie.....</b>	<b>42</b>
<b>Annexe 8 Département de l'Isère .....</b>	<b>43</b>
<b>Annexe 9 Département de la Loire .....</b>	<b>44</b>
<b>Annexe 10 Département du Puy de Dôme .....</b>	<b>45</b>



Annexe 11 Département du Rhône.....	46
Annexe 12 Département de Savoie.....	47
Bibliographie .....	48
Glossaire .....	49
Contributeurs .....	50
Remerciements .....	52
Déclaration des groupes .....	54
Résultats des votes .....	62
Contacts.....	70







# Introduction

## Contexte

La gestion des deniers publics locaux constitue une problématique prégnante dans un contexte de libre administration dont les modalités posent question en recettes et en dépenses.

En recettes, les collectivités perçoivent des crédits sur lesquels elles ont vu progressivement se réduire leur pouvoir de décision. Ceci s'est amplifié au cours des années récentes avec la suppression de la taxe d'habitation et d'une large part de la CVAE.

Ceci ressortait cependant déjà de la loi organique de 2004 qui a introduit dans la catégorie des « ressources propres » des impositions maîtrisées seulement par l'Etat et que le Conseil constitutionnel interprète comme aptes à satisfaire le principe constitutionnel de « l'autonomie financière », à distinguer de l'autonomie fiscale non prévue par la Constitution. En outre la complexité du système de financement local s'accroît d'année en année.

En dépenses, la clarification des compétences est sans cesse réclamée voire annoncée mais sans cesse différée. La loi NOTRe de 2015 permet ainsi à toutes les collectivités d'intervenir en tous domaines alors qu'elle annonce supprimer le principe de compétence générale pour les Régions et les Départements.

Prioriser des investissements pour l'avenir (mal définies par le Droit au-delà des strictes distinctions comptables) sera pourtant demain davantage encore un impératif dans un monde de plus en plus marqué par les incertitudes.

Un paradoxe apparaît entre des moyens toujours croissants en volume pour les collectivités locales et des insatisfactions toujours plus grandes.

Alors que de nombreux rapports nationaux soulèvent ces questions (missions confiées à E WOERTH sur la décentralisation, ou à B RAVIGNON sur l'enchevêtrement des compétences et les normes, Cour des comptes, Sénat, Banque postale, ...), le CESER

souhaite appréhender ces questions à l'échelle d'Auvergne-Rhône-Alpes.

## Objectif /Questions

Comment les collectivités territoriales d'Auvergne-Rhône-Alpes peuvent-elles demain dégager des marges de manœuvre et arbitrer entre les choix possibles pour entraîner un développement économique, social et environnemental en Auvergne-Rhône-Alpes :

- En articulation avec les interventions publiques nationales et européennes.
- En termes d'effet de levier sur l'investissement public et privé pour l'avenir.

**Le Bureau du CESER a validé le principe d'élaborer une note de problématique posant des éléments de réflexion, n'aboutissant pas obligatoirement à des préconisations.**

## Méthode

Après un rappel sur les travaux passés du CESER sur les investissements d'avenir, la commission a combiné une double approche :

- Une analyse de la donne nationale des finances locales, à la lumière de l'approche de plusieurs experts de haut niveau.
- Une analyse régionale croisant :
  - L'approche par les données des services fiscaux (direction des finances publiques) avec le concours de la direction régionale et d'étudiants de l'Université de GRENOBLE.
  - Des études de cas avec élus et/ou directeurs généraux des services de deux agglomérations et plusieurs Départements.





# La problématique des finances publiques locales en France

---

---

La réflexion du CESER s'inscrit en continuité avec ses travaux passés sur les investissements d'avenir, thème marqueur de ses observations dans ses avis budgétaires et objet de deux publications spécifiques.

Elle est fondée sur les auditions et rapports de :

- La Cour des Comptes (audition de Jean-Pierre VIOLA, président de la section « Administration territoriale de l'Etat, finances publiques locales et certification des comptes des assemblées »).
- La Banque postale (Luc Alain VERVISCH, directeur des études et de la recherche).
- L'experte Claire DELPECH, universitaire (professeur associée au CNAM) et conseillère Finances à Intercommunalités de France.

**L'importance d'appréhender les investissements d'avenir, dans le droit fil des travaux déjà menés par le CESER**

Le CESER s'était penché sur la question de l'investissement à travers une note de décembre 2015 puis une contribution d'octobre 2017.

Il ressortait en premier lieu une **difficulté de définition** de l'investissement qui omet l'investissement immatériel pourtant essentiel.

Au niveau comptable, on évoque la formation brute de capital fixe (FBCF) qui se restreint à la valeur de biens durables acquis par les unités de production afin d'être utilisées pendant au moins un an dans le processus productif.

La définition économique est elle aussi restrictive : « acquisition de biens de production et de services en vue de la production d'autres biens et services ». Les insuffisances de la définition apparaissent à la fois dans l'investissement privé et dans l'investissement public. Pour l'investissement privé c'est de fait un quart seulement de l'enveloppe qui est orienté vers l'augmentation des capacités productives ou la création de nouveaux produits. Cependant 60 % de l'investissement en France revient aux entreprises, contre 20 % aux ménages et 20 % aux collectivités publiques.

Pour l'investissement public, le CESER a souligné combien il intègre les externalités positives (intérêt général) et a un effet multiplicateur (effet de levier) sur l'investissement privé et sur le temps long. Il est donc fondamental de le stimuler.

Le CESER a montré combien l'investissement constitue **un ressort majeur** pour la performance économique, le développement de l'emploi et des territoires, et est un prérequis de la cohésion sociale.

Pour autant, il existe toujours une **césure artificielle dans les comptes publics** entre investissement et fonctionnement : il faut toujours penser le fonctionnement avec et parfois avant l'investissement, par anticipation.

Le CESER estime et a rappelé à maintes reprises combien c'est l'**évaluation des politiques** qui devrait

**être la clé du choix des investissements d'avenir**, les plus utiles aux générations futures.

La question de l'investissement étant particulièrement large, en 2017, le CESER avait alors ciblé sa réflexion sur :

- La réponse aux besoins sociaux -avec un focus sur le logement- et aux enjeux de compétitivité sur de nouvelles filières telles que la transition énergétique.
- Les éléments de méthode pour maximiser l'effet levier de l'investissement public, en optimisant la gouvernance ou en progressant sur l'acceptabilité sociale des investissements, de façon à dépasser les oppositions et jouer l'intelligence collective et la coconstruction sur les projets.

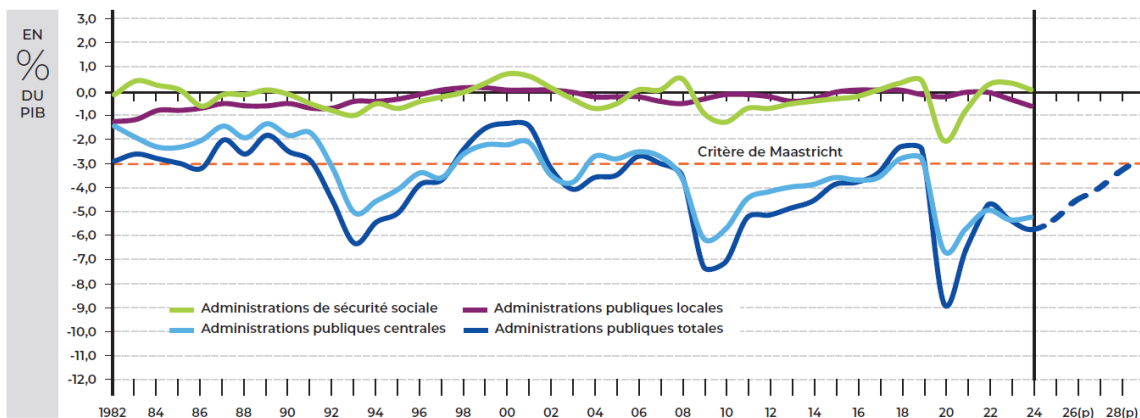
Le CESER relevait alors que d'autres champs demeuraient à investiguer sur l'investissement, notamment ceux du financement et de l'investissement immatériel.

## Le déficit public, une agrégation de valeurs de nature différente

Au niveau européen, selon le traité de Maastricht, pour faciliter les comparaisons, le déficit public agrège les données des administrations publiques centrales (dont l'Etat), des administrations publiques locales et des administrations de sécurité sociale. Dans la loi de programmation des finances publiques, c'est sur une trajectoire de 4 ans pour cette valeur prévisionnelle globale que l'Etat doit s'engager auprès de l'Europe des 27 à rejoindre un plafonnement à 3 % du PIB.

### Le déficit des administrations publiques

© La Banque Postale



Source : Insee (Comptes nationaux Base 2020) jusqu'en 2024 puis prévisions du Gouvernement (avril 2025).

Comme le montre le graphique de la Banque postale pour la période 1982-2028, c'est l'Etat qui porte l'essentiel du déficit public de la France.

Or le déficit public total est obtenu par une addition de valeurs de nature différente en raison de l'application de règles différentes :

- L'Etat peut emprunter au premier euro de dépenses non couvertes par des recettes propres, le différentiel étant constitué surtout de charges d'exploitation. On parle de « déficit budgétaire », structurel depuis 50 ans.
- L'emprunt des collectivités ne peut financer que des investissements. Pour les collectivités, on parle donc non pas de déficit mais de « besoin de financement » (ou de capacité de financement positive avant 2023).

On mélange des emprunts permettant pour l'Etat de payer des salaires et d'autres permettant aux collectivités d'accroître leur patrimoine.

Selon l'INSEE en 2024, le déficit public de la France atteignait 168,57 Mlds€ dont un déficit de 154,1 Mld€ pour les administrations centrales, un besoin de financement de 16,7 Mls€ pour les administrations locales et un excédent de 2,3 Mlds€ pour les administrations de sécurité sociale.

## **Un dialogue difficile entre l'Etat et les collectivités locales**

### **► Un diagnostic non partagé par l'Etat et les collectivités sur la situation des finances locales**

Selon Claire DELPECH, l'Etat, fondant son analyse sur des données globalisées qui montrent une « bonne santé financière », reproche aux collectivités d'être une source de dépenses responsables de l'aggravation du déficit public, et considère parfois les recettes fiscales octroyées comme des variables d'ajustement. Au titre de la loi de finances pour 2025, ce sont 104,5 Mlds € qui sont transférés de l'Etat vers les collectivités.

Les collectivités reprochent à l'Etat de leur confier des charges avec une inflation de normes sans accompagnement par les recettes correspondantes, tiennent au principe de libre administration pour décider de leurs dépenses et dénie chez certaines d'entre elles leur implication dans les déficits publics.

Claire DELPECH évoque un dialogue de sourds qui nuit à l'investissement local pour l'avenir pour affronter les défis économiques, sociaux et environnementaux. Les administrations publiques locales représentent 54 % des dépenses publiques d'investissement.

*Des instances de dialogue à rééquilibrer en faveur des collectivités*

Le comité des finances locales est une enceinte de discussion technique entre Etat et collectivités. Mais les données y sont à la main de l'Etat. De plus, le comité d'alerte sur l'état du déficit des finances publiques associe les collectivités locales. Mais il manque un lieu d'expertise indépendante, reconnue par tous, pour objectiver des diagnostics et les évolutions sur le temps long, et pour coconstruire les trajectoires financières adressées à la Commission européenne.

### **► Une contribution ancienne des collectivités locales au rétablissement des comptes publics**

Dans un premier temps, de 2014 à 2017, l'Etat a pratiqué une méthode toute jacobine de réduction progressive de ses dotations.

Puis vint en 2018-2020 la période des contrats dits de Cahors incitant à plafonner l'évolution des dépenses locales de fonctionnement.

Aujourd'hui, avec la loi de finances 2025 et le projet de loi encore en débat pour 2026, on assiste à un retour de l'Etat pour limiter les recettes locales afin de freiner les dépenses locales.

La loi de finances pour 2025 a gelé les fractions de TVA versées aux collectivités, les privant de tout effet dynamique.

Pour 2026, pour les Régions, les perspectives sont encore plus difficiles. En effet, le projet de loi de finances 2026 prévoit un retour à la DGF. Elle remplacerait la fraction de TVA, supprimant sa dynamique qui intéressait les Régions, et risquant même de devenir une nouvelle variable d'ajustement comme dans les années 2010 !

## Le panorama actuel des finances locales en France

### ► La Cour des comptes délivre chaque année une analyse conjoncturelle

Il ressort du rapport 2025 certains faits saillants :

- Un besoin de financement, souvent appelé déficit public, de l'ensemble des administrations publiques en progression en points de PIB. Il est passé de 4,7 points de PIB en 2022 à 5,4 points en 2023 et 5,6 points en 2024.
- Un besoin de financement des collectivités locales en hausse parallèle. Après deux années d'excédent en 2021 et 2022, il atteint 5 Mds € soit 0,2 point de PIB en 2023 et 11,4 Mds € soit 0,4 point de PIB en 2024.
- Une contraction globale de l'épargne brute des collectivités locales (-4,5 % de 2023 à 2024 et -12,3 % de 2022 à 2024).
- Un investissement poursuivi et couvert par un endettement accru (+ 3,9 % de 2023 à 2024).
- Des disparités croissantes entre catégories de collectivités :
  - Un bloc communal représentant les deux tiers de la dépense locale, globalement en bonne santé financière, assis sur un panier de ressources assez diversifiées et dynamiques.
  - Des régions dont le ratio moyen de désendettement s'est dégradé, passant de 4,3 ans en 2019 à 6,3 ans en 2024. Auvergne-Rhône-Alpes est un contre-exemple avec son ratio toujours inférieur à 3 ans.
  - Des départements en situation défavorable à cause de l'effet de ciseau entre chute des droits de mutation sur les transactions immobilières, volatils (baisse d'un tiers de 2022 à 2024 après plusieurs années de hausse) et progression obligatoire des dépenses sociales. En 2024, le ratio de désendettement reste soutenable pour la moyenne des départements, mais 15 d'entre eux dépassent le seuil d'alerte de 10 ans, contre 7 en 2023 et un en 2022.

### ► La Banque Postale apporte des informations utiles

Paraissant en septembre elle permet d'esquisser les comptes de gestion pour l'exercice en cours. Il en ressort, à titre d'exemple, des questionnements pour les finances des Régions et des Départements :

#### Les Régions

En dépenses, la montée en puissance des budgets de fonctionnement des TER et des autocars est marquante, ainsi que les programmes de déploiement de matériels roulants, souvent à l'aide de sociétés publiques locales. Les services express régionaux métropolitains devant coordonner les efforts des acteurs publics dans l'urbain et le périurbain seront une clé pour l'avenir du financement de cette thématique.

En recettes, la TVA représente 60 % du volume fiscal, et son avenir -peut être remis en cause en partie par le PLF 2026- pèse donc très lourd. De même la dépendance à la recette de TICPE est contradictoire avec la transition énergétique. Les recettes dépendant de l'Etat soulèvent des interrogations.

Si le fonds de roulement reste à niveau (-200 M€ de 2023 à 2024 puis + 100 M€ de 2024 à 2025), la Banque postale estime que le modèle économique devrait être repensé à moyen terme.

#### Les Départements

La Banque postale alerte sur leur très forte dégradation.

Ils sont pénalisés par la reprise des dépenses sociales (+35 % l'an depuis 2022) :

- Dans l'aide sociale à l'enfance (+10 %) pour situations psychiatriques ou aides aux mineurs non accompagnés (MNA), avec une progression des frais de séjour.
- En matière de handicap (soutien à la parentalité, rattrapage pour équiper les établissements d'accueil des personnes handicapées).
- Effet Ségur santé en raison de charges médicosociales imposées aux départements sans contrepartie financière.
- RSA repartant à la hausse en 2025 malgré un nombre stable de bénéficiaires.

En recettes, les Départements ont observé des politiques très prudentes d'endettement, sans profiter de l'envolée passée de DMTO. Ceux-ci sont très volatils, en chute supérieure à 20 %, puis en reprise début 2025.

Les départements voient s'effondrer leur épargne nette en 2022 et 2023 (-55 % à -60 % d'une année sur l'autre).

Les fonds de roulement tombent à une portion congrue. Pour tous les Départements français au BP 2025 on constate une nouvelle dégradation des ratios – combinant l'effet de la hausse des dépenses sociales et celui de la loi de finances 2025 ; ceci occasionnant un nouvel effondrement d'épargne nette en prévisionnel de l'ordre de 200 M€ (alors qu'on atteint 80 milliards de recettes). Cependant les estimations de recettes ayant été prudentes notamment sur les DMTO on pourrait terminer en 2025 sur une épargne nette en rebond à la faveur d'un retour de pouvoir d'achat des acquéreurs et d'une diminution globale des prix sans anticipation de redémarrage.

L'augmentation des taux des DMTO permise par la loi de finances 2025 (hausse autorisée à + 0,5 % avec exonération pour les primo accédants, et retenue par 15 départements) devrait avoir assez peu d'effet. Deux tiers des acquisitions sont en France celles des primoaccédants (n'ayant pas été propriétaires au cours des deux dernières années).

Les Départements cherchent à actionner tous les leviers pour tenir leurs comptes 2025 : reports d'échéances en capital de la dette ; négociations avec le bloc communal sur le calendrier de financement.

## **Des réformes fiscales à fort impact**

La Cour des comptes a publié en janvier 2025 une communication à la Commission des finances de l'Assemblée nationale sur le bilan des réformes récentes des impôts locaux et leurs conséquences. L'un des rapporteurs, M. Jean-Pierre VIOLA, l'a présenté à la Commission du CESER.

Trois réformes se sont cumulées entre 2018 et 2023 : suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) ; suppression des 4/5<sup>e</sup> de la cotisation à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) le dernier 1/5<sup>e</sup> étant réaffecté à l'Etat ; baisse de moitié des bases des locaux industriels soumis à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et à la cotisation foncière des entreprises (CFE).

## **Des allègements de charges pour les contribuables**

Entre 2017 et 2023, les contribuables ont versé moins de THRP (-19 Md€), de CVAE (-15 Md€) et d'impôts sur locaux industriels (-4,3 Md€) ; la répartition de la charge demeurant inchangée entre ménages (56 %) et entreprises (44 %).

La taxe d'habitation sur les résidences principales :

L'Etat en prenait 1/4 à sa charge pour exonérations de plus de 5 millions de foyers fiscaux moins favorisés ou pour dégrèvements de 9 millions de foyers. La suppression a permis d'accroître le revenu disponible de 1,1 % en moyenne. Cela a amélioré le revenu des ménages plus favorisés. L'effet sur la consommation est incertain.

Les impôts de production :

La CVAE porte sur la valeur ajoutée en salaires et impôts et crée une distorsion entre entreprises à cause de la progressivité selon le chiffre d'affaires, à valeur ajoutée égale. L'Etat en prenait aussi un quart à sa charge.

Les bases d'imposition des locaux industriels ont été réduites de moitié en 2021. Ceci ne tient pas compte de la réalité économique des entreprises. Le gain pour les entreprises se réduit par indexation sur l'inflation

L'impact de la réduction des impôts de production est manifeste en 2021, moins facile à apprécier depuis lors.

M. VIOLA souligne la difficulté à mesurer les effets sur ménages et entreprises et estime qu'ils ne sont pas à la hauteur du coût pour l'Etat.

## **Un coût considérable pour les finances publiques**

La compensation par une nouvelle fraction de TVA (après celle compensant la suppression de la DGF Régions) a été favorable aux collectivités dans la première période : désormais la TVA n'est plus affectée à l'Etat qu'à 45 % contre 93 % en 2017 et les collectivités en reçoivent plus de 25 % ; le solde finançant la protection sociale

En 2022, les collectivités ont été surcompensées par effet de la dynamique de l'année N-1. L'assiette de la TVA intègre alors de suite les effets volume et prix alors que les assiettes de TH et de CVAE étaient en décalage d'un an. Les collectivités n'avaient alors pas identifié que leurs recettes de TVA étaient exceptionnellement élevées ; ce qui a engendré des frustrations ultérieures.



En 2023 la surcompensation s'est réduite. En 2024, la rentrée de TVA s'est avérée moins bonne que prévu, par effet d'un surcroît de dépenses des ménages sur les dépenses alimentaires à taux réduit, d'une mobilisation rapide de leur crédit de TVA par les entreprises, d'une prévision de croissance surestimée.

Pour l'Etat ces réformes ont entraîné 38,5 Mld€ de pertes de recettes en 2023, après déduction des effets exonérations et dégrèvements et intégration de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public. Cette enveloppe représente la moitié de la hausse du besoin de financement des administrations publiques entre 2017 et 2023, financée par la dette.

### ► Une structure de recettes des Départements inadaptée et défavorable à leur pouvoir de décision

Les départements ont une structure de recettes très fluctuantes et particulièrement inadaptée, entre des charges croissantes, et des recettes cycliques assises sur un secteur d'activité spéculatif. Selon M VIOLA, les dépenses sociales représentent en moyenne 68 % des dépenses de fonctionnement, avec une distribution entre 50 et 80 %. Certains départements ne sont pas assez dotés par l'Etat ; d'autres trop au regard de leurs missions sociales

De plus, si le pouvoir de décision a peu évolué dans les Régions et le bloc local, on relève sa division par deux dans les départements par suite du transfert de la TFPB au bloc local (pouvoir de décision passant de 40 % à moins de 20 %).

### ► Une baisse de la territorialisation des recettes locales

Elle est très sensible dans les Régions (suppression de la CVAE) et les Départements (suppression CVAE et réaffectation de la TFPB), moins sensible dans le bloc communal (-10 points de 2020 à 2023).

Le lien fiscal des contribuables a disparu partiellement pour les ménages avec les communes (propriétaires et plus locataires), totalement pour les entreprises avec Régions et Départements.

A noter que la dynamique positive de la fraction de TVA qui compense la CVAE aux EPCI est affectée à un fonds national de l'attractivité économique des territoires (FNAET) de 205 M€ en 2024.

### ► La Cour des comptes soulève d'autres problématiques en matière de recettes assises sur le foncier

Les communes préféraient la TFPB moins aléatoire que la TVA, mais elles n'ont pas eu l'effet bonus de TVA en 2021-2022.

L'assiette sur le bâti pose question au moment où la préoccupation en faveur de la sobriété foncière est de plus en plus forte.

La question de la révision des valeurs locatives est toujours reportée, à cause des risques de transferts trop importants entre contribuables, à fort impact politique. Les mésaventures de la poll tax britannique (sans rapport) ont effrayé également.

*Pour conclure sur la problématique nationale*

*Il ressort de l'analyse un malentendu.*

*L'Etat, au prix d'un coût considérable pour les finances publiques, allège la pression fiscale sur les contribuables. Il voit dans les attentes des collectivités locales un poste de dépense à réduire en priorité. L'Etat, à la peine pour redresser les comptes publics, estime qu'après avoir été solidaire avec les collectivités dans la crise, ces dernières devraient faire preuve de solidarité en retour.*

*Cependant, la territorialisation des recettes fiscales recule, et les collectivités perdent le lien fiscal avec leur territoire et avec les citoyens. Les réformes de la fiscalité sont défavorables au pouvoir de décision. Les conditions sont réunies pour un « dialogue de sourds » selon l'expression de Claire DELPECH.*







## La donne régionale

---

---

Le CESER a conjugué deux approches méthodologiques pour appréhender les marges de manœuvre budgétaires des collectivités territoriales d'Auvergne-Rhône-Alpes.

D'une part, il a été procédé à une analyse des données des comptes de gestion du comptable public publiées par la Direction des Finances Publiques (données à distinguer de celles des collectivités ordonnatrices de la dépense). Ces données ont l'intérêt d'être les seules homogènes et comparables au niveau d'analyse le plus fin. Cette analyse a été complétée à la fois par un exposé en commission de la Direction Régionale des Finances Publiques et par des regards d'autres acteurs (ex autres CESER).

D'autre part, le point de vue des élus et des services de quelques grandes collectivités d'Auvergne-Rhône-Alpes ont apporté une expérience de terrain à travers plusieurs auditions. Ce sont ainsi 2 communautés d'agglomération et 5 départements qui ont apporté leur témoignage.

## Auditions d'élus et services de collectivités par la Commission 10

### *Communautés d'agglomération et Villes centre*

#### VALENCE ROMANS :

Christophe MARMILLOUD DGS et Pierre-Matthieu TERRIEN directeur des finances et budget Ville de Valence et Communauté d'agglomération VALENCE ROMANS

#### BOURG EN BRESSE :

Jean-François DEBAT maire de BOURG EN BRESSE et Président Communauté d'Agglomération Grand Bourg Agglomération

### *Départements*

#### Haute Savoie :

Martial SADDIER, Président

#### Ain :

Pierre LURIN, vice-président délégué aux finances, aux bâtiments et aux moyens généraux, François GENEST, DGS, Lucile VIORNERY-BERARD, DGA Finance et Territoire

#### Drôme :

Myriam ROBERT, DGS

#### Haute Loire :

Eric CHANAL, DGS

#### Ardèche :

Marc-Antoine QUENETTE, vice-président en charge des finances, Philippe AUBERT, DGA Infrastructures, Vincent ROGIER, directeur des finances

## Regards d'acteurs en région sur la situation financière des collectivités locales

### ► L'Etat en Région

Les services fiscaux de l'Etat sont l'observateur le mieux outillé sur les évolutions des recettes et dépenses locales.

Ils disposent à la fois :

- Des comptes de gestion établis par les comptables publics relevant de la direction des finances publiques.
- De logiciels dotés depuis 2023 de la capacité à fournir des données des finances locales mois après mois.
- C'est l'Etat qui fixe aussi les instructions comptables telles que la M57, applicable à toutes les collectivités territoriales depuis 2024.

A ce titre il est prévu qu'à partir de 2027 les comptes de gestion des payeurs régionaux et les comptes administratifs des Régions fusionneront en un seul et même compte financier unique. La lecture de l'exécution budgétaire comprendra une vision patrimoniale avec valeur des biens immobilisés et niveau des créances et des dettes. On se rapprochera du fonctionnement des entreprises avec lecture du fonds de roulement, résultat de la différence entre ressources stables et emplois stables (cf. définition p. 20).

Cette instruction comptable introduira plus de souplesse mais renforcera la césure entre les sections de fonctionnement et d'investissement. Ceci compliquera encore l'approche que demande le CESER pour intégrer nombre de dépenses dites de fonctionnement comme des « investissements d'avenir ».

S'agissant de l'investissement au sens comptable, les services de l'Etat sont conscients et soulignent combien les collectivités locales sont le premier investisseur public.

Ils notent aussi les difficultés des collectivités locales avec, à titre d'illustration, la réduction rapide de la trésorerie nette des collectivités locales (passée de 52 milliards en 2023 à 43 milliards en 2024). Mais les services fiscaux relèvent aussi que l'Etat ayant été solidaire dans la crise COVID la solidarité doit fonctionner en sens inverse.<sup>1</sup>

### ► Les points de vue d'autres CESER

Les auditions des CESER Bourgogne Franche Comté et Grand Est ont apporté plusieurs éclairages :

#### C'est la qualité de la dépense pour faire effet de levier qui doit être privilégiée

Celle-ci doit être approchée à la fois par l'ingénierie territoriale, par l'évaluation des politiques à l'aide de critères définis à l'amont, avec contribution du CESER, et par la prospective. Il importe aussi de privilégier les investissements structurants.

On retrouve là des préoccupations formulées à maintes reprises par le CESER Auvergne-Rhône-Alpes, lequel a souligné notamment que certaines dépenses inscrites en section d'investissement pouvaient être considérées comme de pure opportunité et non essentielles.

#### Il est possible comme le pratique le CESER Grand Est depuis une vingtaine d'années de procéder à une analyse financière présentée en même temps que les orientations budgétaires, lorsque doivent être identifiées les marges de manœuvre

Cette analyse financière repose sur des données de la DGFIP intégrées en juillet par un prestataire, puis retraitées et donnant lieu à un rapport du CESER en deux séquences : rétrospective et ébauche de scénarios, puis finalisation de scénarios mi-octobre. Le prestataire -retenu au titre d'un marché à 5 ans- propose un scénario tendanciel et fournit des éléments de comparaison entre Régions. Ceci permet d'appréhender les contraintes. Toutefois le détail sur les dépenses n'est pas connu au-delà des grandes masses.

### Focus sur les données chiffrées DRFIP pour les départements d'Auvergne-Rhône-Alpes

#### ► Méthodologie

Le site <https://www.impots.gouv.fr/cil> fournit en libre accès les Comptes individuels des collectivités. On télécharge les fiches financières détaillées de chaque année pour les départements de la région. La métropole de Lyon n'est pas incluse dans notre traitement.

Lors de leur audition, les responsables de la DRFIP MM Alexandre FREU, directeur des décideurs publics et Florian DECHEVRENS division secteur public local valorisation et expertise, ont apporté des éléments de méthode nécessaire pour analyser les données produites. Les analyses restent cependant propres au CESER. Elles sont réalisées avec l'appui des étudiants en économie de l'Université de Grenoble Alpes.

La DRFIP a également apporté des éléments

complémentaires au sujet du département du Rhône et au sujet de la métropole de Lyon, laquelle porte des responsabilités couvertes par les départements sur son territoire. Le Département du Rhône dégage une capacité de financement insuffisante. Il est en situation difficile. Les EPCI du Rhône sont par contre en situation positive, la métropole ou les communes sont en situation saine malgré une augmentation importante des charges de personnel.

### Définitions

*La donnée clé est la Capacité d'Autofinancement (CAF) brute, différence entre les produits réels de fonctionnement, encaissables, et les charges réelles de fonctionnement, décaissables, hors mouvements d'ordre. Elle prend en compte les opérations à impact sur la trésorerie. Elle servira à financer l'investissement.*

*Les trois postes principaux dans les charges de fonctionnement des départements sont les charges de personnel, les aides à la personne et les frais de séjour et d'hébergement (dont aide sociale à l'enfance). Les aides à la personne regroupent Prestation de compensation du handicap, APA, Allocations RSA, ... Les frais de séjour enregistrent notamment les versements effectués aux établissements ou aux familles d'accueil qui assurent l'hébergement des bénéficiaires de l'aide sociale. En 2023, les postes aides à la personne et frais de séjour atteignent 53 % des charges de fonctionnement. Les charges de personnel représentent 22 % pour notre ensemble de départements. Le solde de 25 % comprend des subventions versées et des charges externes.*

*La différence entre produits et charges donne la Capacité d'autofinancement (CAF) ou épargne brute. On peut enlever les remboursements en capital des emprunts pour dégager une capacité d'autofinancement destinée à l'investissement (CAF nette).*

*En section d'investissement, la donnée clé est le fonds de roulement calculé par différence entre les ressources stables et les emplois stables de la collectivité. Les ressources stables cumulent la CAF, élément majeur, le FCTVA, les subventions. On ajoute le flux net de dette. Une diminution du Fonds de roulement signale une utilisation pour l'investissement. Le total calculé est une partie essentielle des ressources stables pour investir dans de nouveaux équipements ou des subventions d'investissement versées.*

La période 2019-2024 a été étudiée. Elle recouvre les changements liés à l'élection des conseils départementaux, à la crise COVID et plusieurs réformes fiscales nationales. Les fiches donnent des valeurs en Euros courants. C'est pourquoi on indique la valeur de l'inflation (Indice des prix à la consommation). L'évolution démographique permet aussi d'analyser les évolutions. Par addition, une situation générale des départements hors métropole de Lyon est construite, elle permet de dégager des tendances générales.

On retient dans la fiche les produits et charges de fonctionnement permettant de calculer les capacités d'autofinancement (CAF). Les charges caractéristiques du fonctionnement des départements sont détaillées. Une fois la CAF calculée, et rapportée aux produits de fonctionnement, les données sur l'endettement et sur

le fonds de roulement permettent d'estimer des ressources d'investissement selon une méthodologie utilisée par la Note de Conjoncture de la Banque Postale (calcul des variations du fonds de roulement et du flux net de dettes). On peut analyser les ressources et les emplois principaux d'investissement. On peut calculer une capacité de désendettement. Des variations 2019-2024 sont dégagées et agrégées pour faciliter la vue d'ensemble.

# Principaux indicateurs des finances départementales Auvergne-Rhône-Alpes (Total hors métropole de LYON)

Elaboration CESER à partir des données DGFIP (en milliers d'Euros)

Tous départements AURA

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
Population	6 560 895	6 562 360	6 595 567	6 631 365	6 662 107	6 674 669	1,73
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2,0	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	6 807 273	6 734 347	7 137 126	7 532 191	7 522 354	7 451 941	9,47
dont : Impôts Locaux	2 111 443	2 110 707	704 053	695 219	310 959	320 601	-84,82
Autres impôts et taxes	2 634 591	2 663 699	4 500 073	4 811 114	5 058 214	4 924 424	86,91
Dotations globales de fonctionnement	781 851	781 260	779 088	779 167	778 781	777 834	-0,51
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	5 632 776	5 676 528	5 779 505	6 009 092	6 371 622	6 721 170	19,32
dont : Charges de personnel	1 225 298	1 240 646	1 271 656	1 106 382	1 418 269	1 477 069	20,55
Achats et charges externes	505 028	418 798	403 980	426 761	458 141	471 381	-6,66
Subventions	198 821	210 063	229 458	231 283	269 106	284 237	42,96
Aides à la personne	1 619 807	1 703 213	1 733 982	1 748 108	1 824 563	1 920 085	18,54
Frais de séjours et d'hébergement	1 360 746	1 364 676	1 393 470	1 478 197	1 574 717	1 728 262	27,01
Charges financières	72 970	70 440	61 875	63 865	68 053	71 341	-2,23
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
(1-2)	1 174 497	1 057 819	1 357 621	1 523 099	1 150 732	730 771	-37,78
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	1 174 500	1 057 819	1 357 621	1 523 098	1 150 743	730 769	-37,78
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>17%</b>	<b>16%</b>	<b>19%</b>	<b>20%</b>	<b>15%</b>	<b>10%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	767 887	673 695	1 032 091	1 224 888	829 692	427 481	-44,33
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>2,53</b>	<b>2,73</b>	<b>2,15</b>	<b>1,88</b>	<b>2,40</b>	<b>4,03</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	298 591	384 907	259 652	240 494	221 120	484 678	62,32
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	379 770	384 125	325 530	298 209	321 050	303 286	-20,14
Encours des dettes bancaires et assimilées	2 966 424	2 888 032	2 923 069	2 865 356	2 765 428	2 946 484	-0,67
Flux net de dettes (6=4-5)	- 81 179	782	- 65 878	- 57 715	- 99 930	181 392	
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>							
	626 283	618 056	762 671	1 151 155	990 636	775 507	23,83
Variation du fonds de roulement (7)	26 532	- 8 227	144 615	388 484	- 160 519	- 215 129	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	1 066 789	1 071 224	1 147 128	1 076 899	1 211 332	1 127 290	5,67
Ressources : Subventions reçues	117 993	110 212	100 831	190 550	184 640	188 139	59,45
Ressources : FCTVA	106 245	115 585	121 708	133 379	140 895	156 645	47,44
<b>Ressources Principales(8)</b>	1 291 027	1 272 886	1 369 667	1 378 787	1 536 867	1 472 074	14,02
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	825 334	828 333	916 855	1 005 550	1 037 230	1 014 774	22,95
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	476 816	445 671	418 330	431 316	491 890	492 021	3,19
<b>Emplois Principaux (9)</b>	1 302 150	1 274 004	1 335 185	1 436 866	1 529 120	1 506 795	15,72
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	- 11 123	10 394	34 482	- 58 079	7 747	- 34 721	
solde en % des emplois principaux	<b>-0,85%</b>	<b>0,82%</b>	<b>2,58%</b>	<b>-4,04%</b>	<b>0,51%</b>	<b>-2,30%</b>	<b>-0,01</b>
					En milliers d'Euros		en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>



► **Effet de ciseaux entre ressources de fonctionnement et charges de fonctionnement**

L'effet de ciseaux des ressources et des charges de fonctionnement entre 2019 et 2024 est traduit par une hausse globale des charges de fonctionnement de +19,32 % et une hausse des produits de fonctionnement de +9,47 %.

Les charges de fonctionnement des départements sont liées à des compétences sociales et souvent à des obligations décidées nationalement. Ce sont des aides à la personne, frais de séjour et d'hébergement, subventions de fonctionnement versées. Elles dépendent des difficultés économiques et sociales rencontrées sur le territoire. Elles doivent être analysées au regard de la hausse des prix (indice des prix à la consommation de l'INSEE +15,3 %) et de la variation de la population (+1,73 %). Pris séparément, aucun département régional n'échappe à cet effet de ciseaux.

► **Mutation des ressources financières**

Entre 2019 et 2024 les départements ont connu un profond changement dans le mode de financement de leur action. Les impôts locaux, avec pouvoir de décision local, ont été une ressource essentielle avant 2020. Les réformes des années 2021 et 2022 en ont fait une ressource seconde, derrière les impôts nationaux attribués par l'Etat. (Fraction de TVA dans les « Autres impôts et taxes »).

Evolution des ressources des départements	
	Variation 2019-2024
Impôts Locaux	- 84,82 %
Autres impôts et taxes	+86,91 %
Dotation globale de fonctionnement	-0,51 %

Les « autres impôts et taxes » représentent les trois quarts des ressources en 2023. La DGF dotation globale de fonctionnement est quasiment stable. Tous les départements connaissent des chiffres similaires. La TVA évolue positivement avec la conjoncture économique, les charges de fonctionnement évoluent à l'inverse.

► **Recul de la capacité à autofinancer les investissements**

Les capacités d'autofinancement des départements connaissent une évolution positive de 2019 à 2022 et diminuent en 2023 et 2024. Sur la période, c'est la baisse qui domine et les capacités d'autofinancement diminuent de 37,78 %. Le ratio Capacité d'autofinancement / Produits de fonctionnement, très surveillé, devrait rester supérieur à 7 %, taux considéré comme un seuil d'alerte. Pour l'ensemble des départements il s'élève à 20 % en 2022, puis 15 % en 2023 et 10 % en 2024. Les départements de la région connaissent des situations très différentes à ce sujet. La Loire, Le Puy de Dôme et le Rhône ont atteint le seuil d'alerte en 2024. L'Allier, l'Ardèche, s'en approchent. Il n'y a plus de département au-dessus du niveau de 15 %.

Pour l'ensemble des départements, la Capacité d'Autofinancement nette du remboursement des emprunts recule. Elle est négative pour certains départements en 2024.

► **Un endettement le plus souvent maîtrisé**

En dépit de cette évolution difficile depuis 2023, l'endettement connaît une évolution globale mesurée. Toutes les variations du fonds de roulement sont négatives en 2024. Inversement les flux nets de dettes sont le plus souvent positifs en 2024. Le ratio souvent observé, l'Encours des dettes bancaires et assimilées / CAF connaît un « Seuil critique » 9 à 12 ans selon les collectivités. Les départements connaissent des situations différenciées. Pour l'ensemble le ratio atteint 4 ans en 2024, après avoir connu un point bas en 2022 (deux ans environ). La Loire, le Puy de Dôme et le Rhône sont dans des situations nettement plus difficiles en 2024 (respectivement 11ans, 11 ans et 17 ans environ).

► **Des ressources d'investissement atones**

Si on considère que les investissements d'avenir incluent aussi certaines dépenses de fonctionnement, la capacité des départements à effectuer les dépenses nouvelles qu'ils jugent nécessaires se limite en 2023 et 2024 en raison de l'effet de ciseaux.

Les ressources d'investissement au sens comptable du terme sont liées à la Capacité d'autofinancement, au flux net de dettes et à la mobilisation des fonds de roulement. Elles sont augmentées par les subventions d'investissement reçues, et le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)<sup>2</sup>. Ainsi estimées, les ressources principales de la période 2019-2024 ont augmenté de 14,02 % pendant que les

<sup>2</sup> Le fonds de compensation pour la TVA est un remboursement en année N par l'Etat à la collectivité locale sur des investissements mandatés l'année N- dès lors qu'elle en est maïtre d'ouvrage.

emplois principaux augmentaient de 15,72 %. L'inflation a elle-même connu une évolution de 15,3 % et la population de 1,73 %.

La capacité à investir évolue de façon similaire, il n'y a pas de marge de manœuvre budgétaire nouvelle qui se dégage de la période malgré des transformations très substantielles des modes de financement des départements.

## Etudes de cas en Auvergne-Rhône-Alpes

Le CESER a souhaité ancrer sa réflexion sur des expériences de terrain dans une diversité de territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Il a examiné à la fois :

- La problématique du bloc communal, à travers les travaux de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locale (OFGL) et deux exemples choisis parmi les plus grandes communautés d'agglomération.
- Celle des Départements, abordée à travers cinq cas sur 12 (la métropole de LYON collectivité locale de plein exercice très spécifique étant à considérer à part).

## ► Un premier éclairage sur les marges de manœuvre financières du bloc communal (communes et EPCI)

### Éléments cartographiques à l'échelle régionale apportés par Valence Romans Agglo sur la base des données de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locale (OFGL)

L'intervention en commission de Valence Romans Agglo a permis de prendre connaissance dans son pacte financier et fiscal d'une série de cartes de données financières issues de traitements par l'OFGL de données DGFIP pour les communes et les EPCI à l'échelle d'Auvergne-Rhône-Alpes. Pour apprécier les marges de manœuvre, on peut retenir la carte du taux d'épargne brute en % (épargne brute/recettes de fonctionnement) qui traduit la solvabilité budgétaire, la carte des dépenses d'investissement hors dette 2018-2023 en €/hab., et la carte des ratios de désendettement (stock de dette / épargne brute) en nombre d'années.

Ces cartes additionnant les données communales et intercommunales permettent une première approche pour comparer les territoires. Les données cumulées sont comparables.

Mais il ressort une grande difficulté pour analyser plus au fond les marges de manœuvre des uns et des autres sans distinguer les interventions spécifiques des communes et des EPCI dont les périmètres des transferts de compétences sont rarement les mêmes.

Le CESER a donc dû se résoudre dans ce premier exercice de problématique sur les marges de manœuvre budgétaires locales à limiter l'ambition de son analyse budgétaire des communes et EPCI. Il a choisi de l'illustrer par des études de cas concentrées sur deux des plus grandes communautés d'agglomération d'Auvergne-Rhône-Alpes, en examinant les interactions avec le budget de leur ville centre.



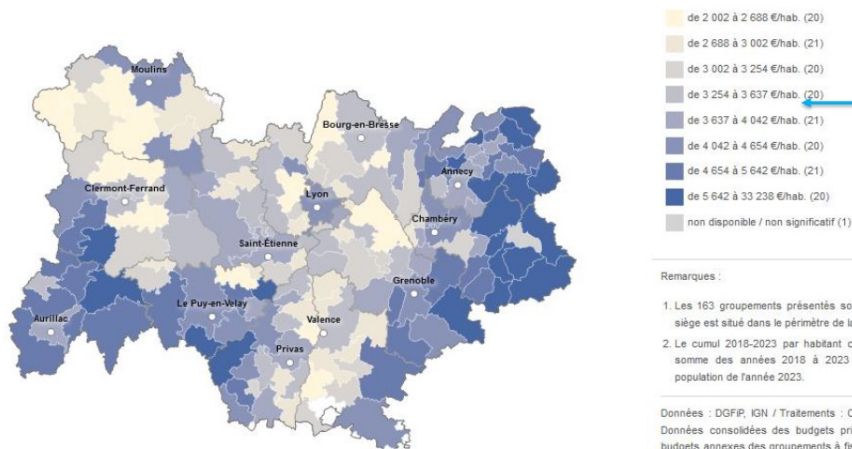
## Position de Valence Romans Agglo pour quelques indicateurs financiers des intercommunalités en Auvergne-Rhône-Alpes

CAVRA + Communes  
Tous budgets

### Programmation pluriannuelle des investissements

Vision consolidée et cumulée Communes + Agglo à l'échelle régionale

Dépenses d'investissement hors dette montant cumulé 2018-2023  
communes + EPCI en €/hab // Cartographie des territoires par l'OFGL



3 391 €/hab  
soit 565 €/hab/an  
67<sup>ème</sup> rang sur 163

#### Remarques :

1. Les 163 groupements présentés sont ceux dont le siège est situé dans le périmètre de la région.
2. Le cumul 2018-2023 par habitant correspond à la somme des années 2018 à 2023 divisée par la population de l'année 2023.

Données : DGFiP, IGN / Traitements : OFGL / Champ : Données consolidées des budgets principaux et des budgets annexes des groupements à fiscalité propre et de leurs communes membres



CAVRA + Communes  
Tous budgets

### Epargne de gestion

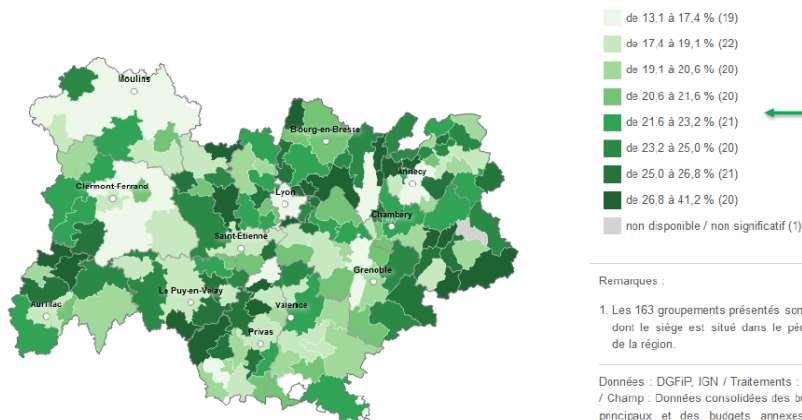
Intérêts de la dette

Epargne brute

Taux d'épargne =  
 $\frac{\text{Epargne brute}}{\text{Recettes de fonctionnement}}$

Vision consolidée Communes + Agglo à l'échelle régionale

Taux d'épargne brute 2023 communes + EPCI en €/hab  
Cartographie des territoires par l'OFGL



21,6 %  
81<sup>ème</sup> rang sur 163

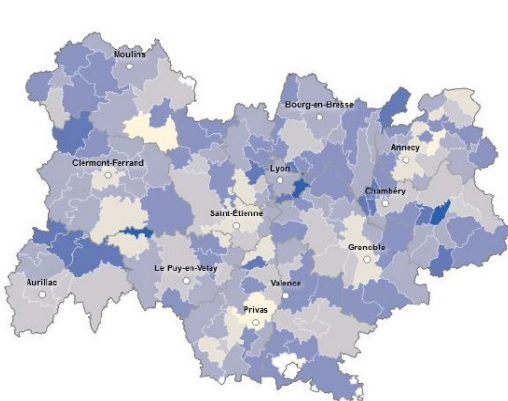
#### Remarques :

1. Les 163 groupements présentés sont ceux dont le siège est situé dans le périmètre de la région.

Données : DGFiP, IGN / Traitements : OFGL / Champ : Données consolidées des budgets principaux et des budgets annexes des groupements à fiscalité propre et de leurs communes membres



Ratio de capacité de désendettement communes + EPCI en année  
Cartographie des territoires par l'OFGL



3,15 années  
41<sup>ème</sup> rang sur 163

Remarques :

1. Les 163 groupements présentés sont ceux dont le siège est situé dans le périmètre de la région.
2. La capacité de désendettement correspond au rapport entre l'encours de dette au 31 décembre et l'épargne brute.

Données : DGFIR, IGN / Traitements : OFGL / Champ : Données consolidées des budgets principaux et des budgets annexes des groupements à fiscalité propre et de leurs communes membres



## Le cas des agglomérations de Valence Romans et de Bourg en Bresse

Ces deux communautés d'agglomération, toutes deux marquées par un très large espace rural, sont importantes :

- Valence Romans agglo a été créée en 2014 par fusion de 6 EPCI et regroupe 54 communes.
- Grand Bourg agglomération a fusionné 7 EPCI et regroupe 73 communes.

## La communauté d'agglomération de Valence Romans (audition de MM Christophe MARMILLOUD, DGS et Pierre-Matthieu TERRIEN, DGA)

Elle se situe dans la moyenne régionale pour l'épargne brute, dans la première moitié pour l'investissement par habitant et dans le tiers le plus favorable pour le ratio de désendettement.

En matière de recettes, la situation est favorable : 42 communes sur 54 connaissent une très forte

progression des produits de fonctionnement. Néanmoins, les élus regrettent la perte de lien fiscal avec les entreprises, ainsi qu'une importante dépendance de l'Etat concernant l'évolution de la masse salariale, surtout en zone urbaine. Ils conservent un pouvoir de taux et un lien avec les propriétaires, à défaut des ménages ; la taxe sur le foncier bâti perçue par les Départements s'étant substituée pour les communes à la taxe d'habitation sur les résidences principales (supprimée par paliers).

La Communauté d'agglomération a une situation financière assez saine. L'épargne brute s'est accrue et l'épargne nette est passée de 12 M€ en 2018 à 31 M€ en 2023. Le niveau des investissements est passé d'un palier de 70 à 75 M€ durant la période 2018-2022 à un pic de 93 M€ en 2023. Une seule commune conserve un ratio de désendettement supérieur à 8 ans.

La constitution de la Communauté d'agglomération a résulté d'une fusion des EPCI par le Préfet contre la majorité des collectivités. Mais chacun a aujourd'hui pris conscience de l'intérêt d'unir les forces ; l'intercommunalité étant conçue au service des communes comme une sorte « d'aide de camp ».

Le fait majeur est de fait la mutualisation des fonctions à deux entre Ville de Valence et Agglomération, et

parfois à trois entre Valence, Romans et agglomération. Romans n'a pas voulu mutualiser les ressources humaines alors que Valence mutualise presque tous les services avec l'agglomération. La clé du succès réside dans l'entente entre les élus et dans leur motivation quelles que soient les options politiques ; une certaine homogénéité des couleurs politiques étant en outre perçue comme un facteur supplémentaire pour faciliter la décision. D'autres éléments de succès existent en matière d'organisation (structuration de la direction générale dotée d'une grande capacité de décision ; projet de territoire ; pacte financier et fiscal permettant de fixer la dotation de solidarité communautaire). La mutualisation a permis à l'issue d'un dialogue avec les communes de valoriser les moyens existants sans heurt. Certaines thématiques placent l'agglomération en territoire leader (ex petite enfance, transitions énergétiques).

Comparer le budget de l'agglomération avec un autre est cependant complexe dans la mesure où il existe pour l'agglomération de nombreux budgets annexes pour certains services mutualisés : droit des sols ; cuisine centrale ; eau et assainissement ; Gemapi (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) ; déchets, zones d'activité.

## **La communauté d'agglomération de Bourg en Bresse : Grand Bourg Agglomération**

L'audition de son président Jean-François DEBAT, par ailleurs maire de Bourg en Bresse, a souligné l'effet de ciseau baisse de recettes par décisions de l'Etat/ difficultés à freiner la hausse des dépenses de fonctionnement.

Concernant les recettes, la suppression de la taxe d'habitation a été compensée par du déficit de l'Etat se séparant de fractions de TVA, sans création d'activité. De manière globale, la part des recettes publiques/PIB est passée de 55 à 52 %.

Jean-François DEBAT ne partage cependant pas le point de vue de la plupart des élus sur le lien fiscal et la spécialisation des impôts et souhaite pour les recettes locales un panier fiscal, comme en Allemagne où toutes les recettes locales sont décidées au niveau fédéral alors que le pays est très décentralisé.

Il observe les pressions à la fois de l'Etat (à travers ses textes et ses normes) et des pratiques de gestion locale sur la hausse permanente des dépenses locales de fonctionnement.

Alors que les effectifs ont été comprimés de 880 à 830 équivalents temps plein (ETP), on constate par exemple :

Une demande croissante de crèches par les parents :

- Une obligation légale nouvelle de fourrière animale.
- L'assainissement collectif davantage encadré mais ne faisant plus appel aux élus bénévoles des communes.
- L'instruction des permis de construire dans les petites communes, passée de l'Etat à la communauté d'agglomération.
- L'instruction de Ma Prim'Rénov très chronophage.
- La demande croissante de gestion des pôles de santé.
- La demande d'énergies renouvelables.

Les coûts énergétiques ont par ailleurs flambé dans les collectivités en l'absence de bouclier tarifaire.

L'inflation ne permet plus de financer que 2 écoles au lieu de 3 avec la même enveloppe.

Cette tension s'est traduite partout : les petites communes qui disposaient de 200 à 300 jours de trésorerie n'en ont plus que 20 à 80 jours.

Pour préserver les équilibres.

La Ville de Bourg en Bresse procède à des mesures d'économies d'éclairage ou d'énergie, et à des rénovations énergétiques. Les crédits d'équipement sont ramenés de 24 M€ à 18 M€ en 2025 (ex réductions projets culturels pour extension Tannerie, voirie, bâtiments, véhicules, ...). La dette de la Ville est passée de 56 M€ en 2008 à 44 M€.

La Communauté d'agglomération a vu au contraire croître sa dette : elle est passée de 50 M€ en 2019 à 80 M€ en 2023. Le taux d'épargne est très élevé. Cependant, on préserve la capacité de désendettement entre 6 et 8 ans en étalant les dépenses d'investissement et en jouant sur la planification pluriannuelle (logements sociaux, stade, bâtiments...). Les crédits d'équipement passent en 2025 de 47 M€ prévus à 41 M€. Il n'a pas été retenu de supprimer des projets. Mais les enveloppes sont stabilisées pour les fournitures, l'entretien...

Par ailleurs, tous les leviers fiscaux sont appelés en hausse (foncier bâti, taxe ordures ménagères, versement mobilité).

► La problématique des Départements, à travers cinq témoignages de cas concrets

Ce sont cinq Départements d’Auvergne-Rhône-Alpes qui ont été analysés : Haute-Savoie ; Ain ; Drôme ; Haute-Loire ; Ardèche. Tous connaissent une tension budgétaire de plus en plus forte liée à un effet de ciseau recettes/dépenses de fonctionnement et sont contraints de brider leurs investissements.

Cette contrainte existe dans les Départements les mieux dotés en ressources, qui doivent procéder à des reports de calendrier. C’est le cas pour la Haute-Savoie dont le ratio de désendettement est favorable, qui a lancé un plan massif de mise à niveau de ses équipements par rapport à la demande, mais qui doit cependant procéder à des décalages dans le temps. C’est le cas de l’Ain dont le taux d’épargne brute est un des meilleurs de France mais qui doit renoncer à certains investissements dans l’enseignement supérieur par exemple.

Elle est de plus en plus sévère au fur et à mesure que se restreint la ressource du Département, jusqu’à obliger à l’abandon de projets et, en cascade, à renoncer parfois au soutien au tissu communal. La Drôme, en relativement bonne santé financière, doit ramener son effort d’investissement à la situation 2019 et craint une

situation « intenable » en 2028 et un risque de ne plus pouvoir aider les communautés de communes. La Haute-Loire voit son taux d’épargne brute quasiment divisé par deux de 2020 à 2024 et doit renoncer à l’ambition de maintenir son niveau d’investissement, en s’interrogeant sur les moyens de poursuivre l’entretien des routes et des collèges ou d’aider les communes. Quant à l’Ardèche, très endettée et avec une épargne brute effondrée, malgré un effort singulier de réduction de dépense de RSA en encourageant la réinsertion, ce Département a dû réduire ses crédits routiers de manière drastique ainsi que ses fonds de concours aux communes ; ceci alors qu’aucune agglomération importante ne peut leur apporter une solidarité.

Le CESER a entendu les propos des intervenants sur chacun des départements, propos énoncés comme suit :

La Haute-Savoie (audition du Président Martial SADDIER)

Le budget s’établit à hauteur de 1 500 M€

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE							
	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Variation 2019-2024 %
CAF/Produits de fonctionnement	26 %	21 %	28 %	28 %	20 %	13 %	
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	177 985	143 524	224 910	246 246	160 450	92 243	48,17
Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF	0,61	0,60	0,31	0,40	0,95	2,25	
Encours des dettes bancaires et assimilées	120 735	99 070	76 947	106 142	173 601	246 400	104,08
Dépenses d'investissement	211 330	214 943	244 969	300 064	326 043	311 093	47,21

source : <https://www.impots.gouv.fr/cil>

La Haute-Savoie est marquée par une des quatre plus fortes progressions démographiques de France en raison du fait transfrontalier avec la Suisse, de son attractivité touristique (750 000 lits), de son activité industrielle. Elle est qualifiée de cocotte-minute plaçant toujours en retard les équipements publics. A titre d'exemple 10 collèges sont à construire pour rattraper le retard par rapport à la progression démographique.

L’effet de ciseau recettes/dépenses de fonctionnement.  
En dépenses :

En 4 ans, une centaine de millions d’euros de dépenses contraintes supplémentaires sont survenues, dont 80 M€ de dépenses sociales liées souvent à des décisions de l’Etat : Ségur santé ; point d’indice des fonctionnaires ; RIFSEEP ; prime vie chère ; RSA ; mineurs non accompagnés à fort afflux dans un département à fort taux d’emploi. A cela s’ajoute le surcoût des services d’incendie et secours.

En recettes :

L'élément majeur est l'évolution erratique des droits de mutation : 300 M€ en 2021, 400 M€ en 2022, 260 M€ en 2023.

La TVA deuxième recette stagne comme la consommation : 15 M€ de moins sont prévus. Et la DGF a quasiment disparu. Les réformes fiscales ont par ailleurs supprimé le lien fiscal des élus avec l'entreprise (suppression des 3/4 de la CVAE) et avec les ménages (suppression taxe d'habitation). Selon M SADDIER, les collectifs d'opposants à l'habitat ou aux usines et projets économiques trouvent moins d'élus en face d'eux ; la recette de TVA liée à la consommation étant sans rapport avec des bases liées au territoire. C'est particulièrement sensible dans un département en forte progression démographique mais où la construction de logements a chuté de 500 000 par an à 90 000 par an. Le phénomène étant compliqué par l'exigence de sobriété foncière.

Le Département a relancé l'investissement depuis 2021.

L'endettement était très bas mais la Haute Savoie était « riche du retard de ses équipements » en casernes de pompiers vétustes, en collèges surpeuplés, en EHPAD ou établissements de handicap paupérisés... Un plan massif de mise à niveau a été lancé. Mais il a été percuté par la flambée des coûts de l'énergie, des matériaux,

par les taux d'intérêt et aujourd'hui par l'effet de ciseau recettes /dépenses contraintes. Il faut donc décaler les investissements.

M SADDIER déplore aussi que les ponctions de l'Etat réduisent l'excédent brut d'exploitation. Par ailleurs l'accès à l'emprunt est réduit alors que le ratio de désendettement est favorable. Il regrette qu'un département locomotive comme la Haute-Savoie se trouve bridé, risquant de pénaliser alors les territoires moins riches.

L'Ain (audition de MM Pierre LURIN vice-président et François GENEST, directeur général des services)

Le département déplore la crise des finances publiques nationales, avec mur de la dette et poids de l'impôt insupportable ; passage pour l'Ain de 41 % des recettes à pouvoir de taux en 2010 à 18 % aujourd'hui ; manque de parole de l'Etat qui bride les recettes locales en gelant la fraction de TVA promise jadis comme une compensation dynamique des suppressions de CVAE ; poids croissant des dépenses contraintes par l'Etat : telle est la donne d'un système de financement des Départements à bout de souffle pour les intervenants.

DEPARTEMENT DE L'AIN							
	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Variation 2019-2024 %
CAF/Produits de fonctionnement	19 %	19 %	23 %	25 %	20 %	14 %	
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	76 418	63 569	93 528	116 865	77 180	49 356	-35,41
Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF	3,80	3,98	2,99	2,53	2,92	4,10	8,02
Encours des dettes bancaires et assimilées	435 806	425 482	413 709	392 538	357 255	358 301	-17,78
Dépenses d'investissement	124 385	105 956	113 440	132 996	158 484	163 473	31,43

source : <https://www.impots.gouv.fr/cjl>

Ces derniers estiment que la situation de l'Ain, moins dégradée en raison de sa croissance démographique, de son tissu économique dynamique et de son taux de chômage plus faible, fait presque figure d'exception, avec un taux d'épargne brute élevé (13,7 % soit le 7<sup>e</sup> meilleur taux d'épargne brute).

L'effet de ciseaux est préoccupant :

Une dynamique de recettes sur laquelle on ne peut plus compter. Les droits de mutation sont passés de 108 M€ en 2018 à 123 M€ en 2019 et 2020 puis à 160 M€ en

2021 et 2022, avant de retomber à 110 M€ en 2024. Et la fraction de TVA est gelée par l'Etat à hauteur de 140 M€ depuis 2023.

Les dépenses de solidarités (APA 7600 bénéficiaires, PCH 4350 bénéficiaires, RSA 7900 bénéficiaires) représentent 54 % des dépenses de fonctionnement du Département. Leur pression à la hausse est difficile à contenir (élargissement du périmètre de la PCH, ...). La contrainte budgétaire laisse au bénéficiaire depuis 10 ans un reste à charge toujours important à hauteur de 60 % pour la moyenne des trois postes. Et le vieillissement accentué (nombre de personnes de plus de 75 ans multiplié par 2,5 d'ici 2050) promet des



difficultés. Les besoins de solidarité explosent. D'autres augmentations de dépenses doivent être également supportées (ex revalorisation unilatérale du taux de cotisation patronale de la CNRACL, point d'indice, système d'épargne forcée du DILICO, ...). La contrainte est telle que dans certains cas, pour préserver les équilibres, le Département a choisi d'attendre les contentieux dans un cadre mal pensé de dépenses « guichet de l'Etat ». Il refuse en effet de prendre en charge le périmètre élargi du Ségur de la santé (décision unilatérale de l'Etat), ou de réaliser 40 ordonnances pénales de placement d'enfants (dépense protection de l'enfance en hausse de 38 M€ en 10 ans).

Quels ajustements ?

Si la moitié des Départements ont cessé l'aide aux communes, l'Ain a choisi de la préserver. Mais le Département est contraint de plafonner le programme pluriannuel d'investissement et de dégrader

l'enveloppe de -20 à -30 M€ (ramenée de 162 à 143 M€ en 2025) en procédant à des renoncements (ex Université). Des audits sur des services et des partenaires, ainsi qu'une évaluation de la politique culturelle sont initiés pour procéder à des choix.

La possibilité accordée par la loi de finances 2025 de relever de 0,5 % la DMTO n'est pas à l'échelle du problème. La moitié des Départements n'ont cependant eu d'autre choix que d'y recourir.

Le Département estime que les routes ou la réhabilitation énergétique des collèges ne doivent pas être une variable d'ajustement. Le financement du SDIS n'est pas une difficulté.

La Drôme (audition de Myriam ROBERT, DGS, et Samuel FRARIER, DGA)

DEPARTEMENT DE LA DROME							
	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Variation 2019-2024 %
CAF/Produits de fonctionnement	18%	17%	20%	20%	17%	13%	
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	79 713	82 908	104 719	114 516	97 345	71 734	-11,93
Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF	0,75	0,75	0,59	0,56	0,77	1,06	
Encours des dettes bancaires et assimilées	75 189	75 889	70 361	71 436	84 525	88 941	18,29
Dépenses d'investissement	108 389	113 330	135 039	138 277	149 412	135 579	25,09

source : <https://www.impots.gouv.fr/cil>

Les recettes.

Elles diminuent en 2025 pour le second exercice consécutif, avec une très mauvaise visibilité.

Alors que les dépenses augmentent lorsque la croissance baisse et sont donc contracycliques, 40 % du volume des recettes accompagnent la conjoncture. La TVA ne compense plus la perte de taxe foncière depuis 2023, et les DMTO retrouvent le niveau de 2020 (79 M€) après la flambée de 2021 et 2022. Le Département doit mobiliser en 2024 et 2025 une part des réserves de DMTO (13 M€ en deux ans) constituées après le COVID pour provision en vue du risque de retournement du marché immobilier.

De nombreuses décisions nationales fragilisent les recettes : gel de TVA, dépenses Ségur santé, dépenses CNRACL, DILICO<sup>3</sup>, RSA...

Les dépenses de fonctionnement

Le Département cherche à les contenir.

60 % concernent la politique des solidarités pour les allocations et pour les frais d'hébergement.

On observe l'impact de l'extension des droits à PCH (3 257 bénéficiaires en 2024 contre 2 222 en 2019 soit un coût supplémentaire de 8 M€). Concernant le RSA, les Départements avaient décidé de ne pas verser le supplément sans compensation de l'Etat mais ont reçu un courrier indiquant que c'est une dépense obligatoire. S'agissant des trois postes PCH, RSA et

<sup>3</sup> Dispositif de lissage conjoncturel des recettes. Cette contribution initiée par la loi de finances pour 2025 est une épargne forcée des collectivités locales sur compte au trésor fonctionnant comme un fonds de réserve remboursable en partie et sur plusieurs exercices.

APA, le Département de la Drôme doit en prendre à sa charge respectivement 75 %, 27 % et 49 %. L'Etat charge les dépenses sur des secteurs de précarité sociale sans nouveau transfert de recettes. Il faut parfois aussi suppléer l'Etat sur ses compétences régaliennes (ex gestion COVID en complément de l'ARS).

Par ailleurs, l'aide sociale à l'enfance prend une place de plus en plus grande en raison du nombre croissant d'enfants placés (3 500 en DROME) et des coûts d'hébergement passés de 150 à 400€/j : ce budget a crû de 88 à 99 M€.

En outre, la masse salariale du Département s'est accrue en raison :

- De la déprécarisation des postes.
- De la revalorisation du glissement vieillesse technicité (GVT).
- De la révision choisie du régime indemnitaire.
- Du recrutement dans le secteur des solidarités.

L'investissement

La Drôme étant très peu endettée et dotée d'une épargne brute importante, elle poursuit l'investissement à un niveau élevé mais néanmoins en retrait par rapport à 2023 : il est passé de 95 M€ à un pic de 150 M€ en 2023 pour construire routes et collèges mais devrait revenir à 100 ou 120 M€ en 2028. Il existe des projets de maison solidarité et autonomie, de maison départementale de l'enfance, de voies vertes.

Les ajustements recettes/dépenses pour préserver une soutenabilité de l'action départementale

Le Département utilise le fonds de réserve DMTO pour passer le cap jusqu'en 2026 et questionne pour la suite tout le champ des politiques. La situation pourrait devenir dégradée en 2027 et intenable dès 2028.

Le Département choisit les économies plutôt que l'appel à la majoration optionnelle de 0,5 point du taux de DMTO. Les directions et les élus ont mené un travail prospectif approfondi pour chercher les niveaux de curseur. Il faudra procéder à des choix : recalibrage de l'investissement ; recentrage sur compétences essentielles ; rationalisation des fonctions ressources à l'aide de l'intelligence artificielle. L'optimisation du pilotage, avec la professionnalisation du contrôle de gestion, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, l'évaluation avec indicateurs et tableaux de bord ... sont plus que jamais à l'ordre du jour.

Pour la Drôme, département rural, il est particulièrement perçu le caractère préjudiciable de ne financer à terme que les solidarités et de ne plus être le partenaire sur lequel comptent les communautés de communes.

La Haute-Loire (audition de Eric CHANAL, DGS)

Le budget primitif 2025 s'établit à hauteur de 330 M€.

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE							
	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
CAF/Produits de fonctionnement	18%	18%	18%	18%	14%	11%	
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	33 838	33 851	34 402	36 241	27 558	20 425	-39,64
Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF	1,81	1,99	1,84	1,81	2,01	2,39	
Encours des dettes bancaires et assimilées	83 077	91 903	88 434	86 733	79 698	77 619	-6,57
Dépenses d'investissement	49 971	60 532	58 015	53 757	45 597	51 664	3,39

source : <https://www.impots.gouv.fr/cll>

En raison de l'effet de ciseau recettes/dépenses, le Département de Haute-Loire connaît une réduction continue de son taux d'épargne brute : 18 % en 2018-2020 ; 14 % en 2023 ; **10 % en 2024.**

En dépenses de fonctionnement,

Le Département devient peu à peu une agence de l'Etat pour le social qui représente 58 % des dépenses de fonctionnement. Pour le handicap et les personnes âgées dépendantes, la trajectoire est vertigineuse. De plus, les charges croissantes de fonctionnement des EHPAD tirent vers le haut le prix de journée. Malgré les

transferts de compétences aux collectivités qui ont permis de rapprocher le service public du bénéficiaire, les personnels n'ont pour autant pas décrié dans les services de l'Etat à due proportion des transferts. Concernant le personnel du Département (masse salariale stable), il est difficile à fidéliser en raison de la progression de demandes de CDD, et il existe des métiers en tension (mécanique, informatique). Pour la petite enfance, 800 enfants sont placés, avec un flux net récurrent de 40 enfants ; la prise en charge par le Département constituant une obligation entraînant une responsabilité pénale. Recentraliser au niveau national le RSA n'est pas une solution pour alléger la charge : les expérimentations pratiquées dans certains Départements ont traduit des surcoûts. Par contre, les SDIS ne posent pas de problème en raison du nombre de bénévoles (1 300 en Haute-Loire, pour une centaine de professionnels).

En recettes,

La Haute Loire choisit d'utiliser la progression des taux de DMTO de 0,5 % permise par la loi de finances 2015 : cela ne rapporte que 1 M€ mais le Département en a besoin.

En matière d'investissement,

L'ambition politique de stabiliser son montant d'un mandat à l'autre doit être révisée à la baisse. Après un pic de 350 M€ en 2021 dopé par les DMTO, il est ramené à 300 M€. Au contraire des Régions aidées par l'Etat à travers les CPER ou par les fonds européens, les Départements sont peu aidés sur l'investissement. La Haute Loire qui parvenait à investir 60 M€ par an le fait

à hauteur de 50 M€ et peut être demain à hauteur de 40 M€.

Or les besoins d'investissement sont importants :

- Pour la voirie (3 200 km souvent avec risque lié au dégel, et de nombreux ponts, dont deux à mettre en sécurité). Comment emprunter 40 M€ pour un pont ?
- Pour développer l'économie d'un département industriel.
- Pour entretenir 22 collèges.
- Pour aider les communes qui pourraient devenir les variables d'ajustement (cf. établissement public INGE 43 d'aide à l'ingénierie dans les communes).

L'Ardèche (audition de MM Marc-Antoine QUENETTE, vice-président, Philippe AUBERT, DGA et Vincent ROGIER, directeur des finances)

L'Ardèche est un Département en difficulté, avec un effondrement de l'épargne brute. C'est aussi un département qui était en début de mandat en 2021 le second le plus endetté de France dans sa strate de population. Pour stabiliser l'endettement, on a dû reporter des investissements et tenter de limiter la seule dépense sociale maîtrisable, le service du RSA. Il n'existe plus de réserve de trésorerie.

DEPARTEMENT ARDECHE							
	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
CAF/Produits de fonctionnement	13%	13%	17%	20%	11%	8%	
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	24 826	27 859	46 597	58 705	22 019	5 776	-76,73
Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF	5,88	6,04	4,43	3,66	6,04	8,36	
Encours des dettes bancaires et assimilées	79 314	294 418	295 345	294 513	271 584	274 537	-1,71
Dépenses d'investissement	75 357	77 040	75 394	70 044	68 400	66 365	-11,93

source : <https://www.impots.gouv.fr/cl>

Les recettes

La première recette, celle des DMTO, est passée de 35 M€ en 2016 à 62 M€ en 2022, puis a été ramenée à 42 M€ en 2024. A noter en outre la mobilisation en 2024 de 10 M€ dans le fonds national de réserve mutualisée des DMTO.

Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses sociales en constituent l'essentiel, toutes en pression à la hausse à l'exception du RSA.

Pour le RSA, qui a crû de 1,5 à 2 M€ par an de 2015 à 2020, il est désormais budgété en baisse par encouragement de réinsertion le plus vite possible par



le travail et par un suivi très serré. Ce choix de l'Ardèche est assez singulier.

Les autres dépenses sociales sont peu maîtrisables :

- Insertion hors RSA, revalorisée de 4,5 % en 2024.
- Enfance et famille + 10 % l'an depuis 4 ans, une progression difficile à assumer. En Ardèche, 900 enfants dont 200 étrangers font l'objet de violences dans les familles et donnent lieu à des demandes de placements par le juge, que le Département parvient tout juste à satisfaire. De plus le nombre de mineurs non accompagnés est passé de 4 ou 5 en 2015 à 150-200 en 2025, générant une charge supplémentaire de 3 à 4M€ pour le Département. Il s'agit de gérer des flux d'enfants envoyés en France pour rapporter de l'argent à la famille, et souvent déstructurés par cet envoi. A noter que la directive européenne retour stipule qu'un mineur non accompagné a vocation à retourner dans son pays.
- Personnes âgées +5 %. Depuis le COVID les EHPAD sont devenus des lieux de fin de vie. Ils sont beaucoup moins remplis et sont déficitaires avec des prix de journée (65 €) qui n'assurent pas l'équilibre des comptes. Une réévaluation tarifaire des prix de journée avec relèvement de l'aide sociale est à étudier.
- Handicap +8 %. Le périmètre a été élargi au handicap psychologique ce qui coûte 4 à 5 M€ supplémentaires.

Une autre dépense de fonctionnement est prégnante, celle du SDIS dont le coût a explosé, passant de 18 M€ en 2021 à 23 M€ en 2024. L'Ardèche, département touristique, voit en effet sa population doubler en été avec les risques afférents sans avoir un SDIS dimensionné pour cela. Financier en dernier ressort, le Département prend en charge 70 % du coût ; les communes ne pouvant pas suivre la demande. Or il faut professionnaliser les effectifs et renouveler le matériel. Il est suggéré de verser aux SDIS davantage de taxe de séjour, impôt faible pour les touristes et permettant de rattacher la cause à l'effet.

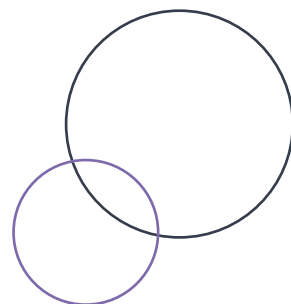
### *L'investissement*

Seul le Département peut être l'aménageur du territoire en Ardèche en l'absence de ville importante. Cesser l'aide aux communes remettrait en cause la solidarité. Or il a fallu réduire l'investissement : 80 M€ en 2020 ; 66 M€ en 2024. Peut-être l'endettement contraindra-t-il à passer à 50 M€ par an. La commande publique est en risque.

Le premier poste est celui des routes qu'il a fallu réduire drastiquement : 45 M€ en 2010 dont 50 % entretien et 50 % nouveaux projets ; 28 M€ en 2024 avec achèvement des projets et entretien passé d'une fréquence de 10 ans à une fréquence de 20 ans.

Pour les collèges, on passe d'une rénovation annuelle après démolition à des réhabilitations. Il faudra s'interroger sur l'intérêt d'une double maîtrise d'ouvrage Région pour les lycées et Département pour les collèges.

Le budget des risques climatiques est aussi une dépense qui s'accroît (ex dégâts d'orage).





## Observations, réflexions du CESER

---

---

La situation financière des Départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes montre une restriction des marges de manœuvre financières pour financer les investissements d'avenir souhaités par les collectivités. La situation pour les communes et leurs regroupements est moins critique. Pour les finances des départements sur lesquelles le CESER souhaite mettre l'accent, il observe plusieurs points.

### **Des divergences entre Collectivités et Etat sur les données et les analyses**

Alors que l'Etat en Région insiste sur la situation globale qui se dégrade en 2023 et 2024 après des années 2019 à 2022 plutôt favorables à l'évolution des finances départementales, les départements perçoivent avec acuité et inquiétude la dégradation de leurs comptes. Pour certains d'entre eux les seuils d'alerte se rapprochent. Tous s'inquiètent de la mutation des ressources financières et tous se questionnent sur les variables d'ajustement dont ils disposent en réalité.

Le CESER insiste sur l'importance d'un travail d'échange continu et qualitatif entre les représentants de l'Etat et des départements, qui fonctionne plutôt bien sur le terrain mais repose actuellement sur des diagnostics souvent assez différents.

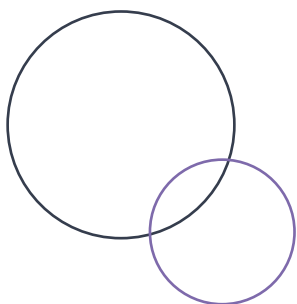
## Les départements, effets de ciseau recettes/dépenses

L'effet de ciseau entre recettes et dépenses fait partie des constats partagés et appelle un travail commun à échéance assez courte. Les charges évoluent le plus souvent à la hausse lorsque la conjoncture économique se dégrade alors que les recettes ralentissent dans ce cas. Les échéances pour une dégradation nette des comptes sont rapprochées et selon le CESER les inflexions sont à prendre sans attendre des échéances électorales nationales.

## Les missions et les modes de financement des Départements

Les départements vivent mal la limitation du pouvoir de décision local. Ils sont déstabilisés et inquiets face à une limitation à un rôle d'exécutant de missions sociales accaparant de plus en plus l'essentiel des moyens financiers. Ceci en partie en raison de transferts de charges non accompagnés de transferts de recettes.

Les départements qui ne comprennent pas de métropole sur leur territoire sont de fait des soutiens irremplaçables du développement communal. Le CESER observe une dimension identitaire souvent présente dans les analyses que font les acteurs départementaux et les griefs qu'ils expriment parfois à l'encontre des orientations nationales des dernières années.



## Quel soutien de la Région aux collectivités ?

La collectivité régionale a déjà mis à l'agenda de son action des soutiens aux départements les plus en difficulté. La Région a signé avec l'Allier, l'Ardèche, le Cantal et la Haute-Loire des « pactes Région » qui regroupent des crédits de la Région ventilés dans divers programmes et affectés selon le principe d'annualité budgétaire. Ces pactes valorisant des enveloppes régionales sur de nombreuses politiques ont été initiés progressivement à partir de 2016 jusqu'en 2022 puis repris tous ensemble pour la période 2024-2027. Pour cette deuxième séquence, les enveloppes régionales ont été prévues à hauteur de 180 M€ pour la Haute-Loire, 188 M€ pour l'Ardèche, 111 M€ pour l'Allier et 142 M€ pour le Cantal.

Ce besoin d'un soutien fort en particulier à l'action des départements ressort des échanges du CESER avec les responsables départementaux.

## Les besoins d'investissement d'avenir : la pression des contraintes et urgences

Sous la pression des urgences, la réflexion sur la nature des investissements d'avenir à privilégier est passée au deuxième plan. Faisant face à des besoins d'investissement au sens comptable du terme qui ne peuvent pas tous être satisfaits, les acteurs des départements privilégient la préparation d'un ajustement des plans d'investissement incluant des reports et une adaptation à l'évolution de ressources plus incertaines. Le CESER comprend tout à fait ce réflexe gestionnaire ; il insiste toutefois sur la nécessité d'une vision plus stable des possibilités et la réunion des conditions autorisant une réflexion prospective plus substantielle.

## Annexe I

### Département de l'Ain

#### DEPARTEMENT DE L'AIN (01)

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
Population	638 425	643 350	647 634	652 432	657 856	663 202	3,88
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>588 948</b>	<b>557 223</b>	<b>597 390</b>	<b>628 711</b>	<b>617 581</b>	<b>611 321</b>	3,80
dont : Impôts Locaux	173 430	178 804	53 946	53 952	18 249	19 112	-88,98
Autres impôts et taxes	229 226	236 318	398 757	419 701	435 850	423 916	84,93
Dotation globale de fonctionnement	52 928	53 312	53 636	54 007	54 421	54 831	3,60
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>474 231</b>	<b>450 293</b>	<b>458 840</b>	<b>473 674</b>	<b>495 117</b>	<b>524 010</b>	10,50
dont : Charges de personnel	95 974	93 964	97 060	100 264	104 548	108 219	12,76
Achats et charges externes	63 734	27 942	31 293	32 045	34 494	37 457	-41,23
Subventions	19 902	23 237	24 875	23 800	26 344	27 057	35,95
Aides à la personne	116 009	124 174	124 814	129 055	129 633	137 836	18,81
Frais de séjours et d'hébergement	113 053	114 096	116 539	121 478	129 257	141 390	25,07
Charges financières	13 604	13 972	11 611	10 924	10 718	10 229	-24,81
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>114 717</b>	<b>106 930</b>	<b>138 550</b>	<b>155 037</b>	<b>122 464</b>	<b>87 311</b>	-23,89
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>114 717</b>	<b>106 931</b>	<b>138 551</b>	<b>155 037</b>	<b>122 463</b>	<b>87 311</b>	-23,89
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>19%</b>	<b>19%</b>	<b>23%</b>	<b>25%</b>	<b>20%</b>	<b>14%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>76 418</b>	<b>63 569</b>	<b>93 528</b>	<b>116 865</b>	<b>77 180</b>	<b>49 356</b>	
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>3,80</b>	<b>3,98</b>	<b>2,99</b>	<b>2,53</b>	<b>2,92</b>	<b>4,10</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	3 991	33 038	33 250	17 000	10 000	39 000	
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	38 299	43 362	45 023	38 171	45 283	37 954	
Encours des dettes bancaires et assimilées	435 806	425 482	413 709	392 538	357 255	358 301	
Flux net de dettes (6=4-5)	- 34 308	- 10 324	- 11 773	- 21 171	- 35 283	- 1 046	-103,05
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>54 428</b>	<b>76 920</b>	<b>99 378</b>	<b>122 348</b>	<b>98 322</b>	<b>70 917</b>	30,30
Variation du fonds de roulement (7)	- 6 444	22 492	22 458	22 970	- 24 026	- 27 405	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>86 853</b>	<b>74 115</b>	<b>104 320</b>	<b>110 896</b>	<b>111 206</b>	<b>115 762</b>	33,28
Ressources : Subventions reçues	24 890	20 037	24 107	17 622	31 420	24 475	-1,67
Ressources : FCTVA	10 158	10 066	8 196	8 872	10 901	15 073	48,39
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>121 901</b>	<b>104 218</b>	<b>136 623</b>	<b>137 390</b>	<b>153 527</b>	<b>155 310</b>	27,41
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	72 252	54 009	61 447	76 499	102 554	104 251	44,29
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	52 133	51 947	51 993	56 497	55 930	59 222	13,60
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>124 385</b>	<b>105 956</b>	<b>113 440</b>	<b>132 996</b>	<b>158 484</b>	<b>163 473</b>	31,43
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	- 2 484	20 754	23 183	4 394	- 4 957	- 8 163	
solde en % des emplois principaux	-2%	20%	20%	3%	-3%	-5%	
					En milliers d'Euros		en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>

## Annexe 2

### Département de l'Allier

#### DEPARTEMENT DE L'ALLIER

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
population	339 384	337 988	337 171	335 975	335 628	334 872	-1,33
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>417 475</b>	<b>422 000</b>	<b>429 962</b>	<b>440 594</b>	<b>477 556</b>	<b>458 290</b>	9,78
dont : Impôts Locaux	129 432	130 192	35 537	35 729	20 733	21 833	-83,13
Autres impôts et taxes	149 582	156 827	265 930	278 182	324 502	302 332	102,12
Dotation globale de fonctionnement	51 752	51 411	51 096	50 727	50 495	50 288	-2,83
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>365 132</b>	<b>365 692</b>	<b>355 140</b>	<b>368 523</b>	<b>395 823</b>	<b>414 980</b>	13,65
dont : Charges de personnel	82 152	81 529	81 142	85 858	91 423	94 480	15,01
Achats et charges externes	34 130	27 999	18 355	19 841	24 421	23 373	-31,52
Subventions	12 633	11 647	13 015	12 917	18 023	17 308	37,01
Aides à la personne	135 789	141 869	142 867	144 352	145 310	152 006	11,94
Frais de séjours et d'hébergement	67 254	66 614	66 297	70 950	78 049	86 042	27,94
Charges financières	5 640	4 981	4 312	3 812	4 674	5 034	-10,74
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>52 343</b>	<b>56 308</b>	<b>74 822</b>	<b>72 071</b>	<b>81 733</b>	<b>43 310</b>	
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>52 343</b>	<b>56 307</b>	<b>74 821</b>	<b>72 071</b>	<b>81 743</b>	<b>43 310</b>	-17,26
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>13%</b>	<b>13%</b>	<b>17%</b>	<b>16%</b>	<b>17%</b>	<b>9%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>21 648</b>	<b>26 852</b>	<b>45 677</b>	<b>43 918</b>	<b>53 045</b>	<b>15 385</b>	
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>5,36</b>	<b>4,94</b>	<b>3,60</b>	<b>3,76</b>	<b>3,03</b>	<b>6,08</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	28 600	27 000	20 402	30 000	5 000	44 000	
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	30 694	29 455	29 144	28 154	28 699	27 925	
Encours des dettes bancaires et assimilées	280 486	278 031	269 288	271 135	247 436	263 511	-6,05
Flux net de dettes (6=4-5)	- 2 094	- 2 455	- 8 742	1 846	- 23 699	16 075	
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>2 518</b>	<b>3 320</b>	<b>13 311</b>	<b>17 151</b>	<b>9 628</b>	<b>5 868</b>	133,04
Variation du fonds de roulement (7)	- 20 320	802	9 991	3 840	- 7 523	- 3 760	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>70 569</b>	<b>53 050</b>	<b>56 088</b>	<b>70 077</b>	<b>65 567</b>	<b>63 145</b>	
Ressources : Subventions reçues	6 099	7 638	7 335	10 998	13 382	10 795	77,00
Ressources : FCTVA	5 398	5 715	5 221	6 173	6 860	6 583	21,95
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>82 066</b>	<b>67 205</b>	<b>68 644</b>	<b>87 248</b>	<b>85 809</b>	<b>80 523</b>	-1,88
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	46 956	33 267	38 458	44 086	42 037	41 961	-10,64
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	29 750	30 028	31 278	44 251	45 120	39 657	33,30
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>76 706</b>	<b>63 295</b>	<b>69 736</b>	<b>88 337</b>	<b>87 157</b>	<b>81 618</b>	6,40
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	<b>5 360</b>	<b>3 910</b>	<b>- 1 092</b>	<b>- 1 089</b>	<b>- 1 348</b>	<b>- 1 095</b>	
solde en % des emplois principaux	<b>7%</b>	<b>6,18%</b>	<b>-1,57%</b>	<b>-1,23%</b>	<b>-1,55%</b>	<b>-1%</b>	
						En milliers d'Euros	en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>

## Annexe 3

### Département de l'Ardèche

#### DEPARTEMENT ARDECHE 07

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
Population	325 157	325 712	326 606	328 278	329 325	331 415	1,92
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>356 022</b>	<b>361 929</b>	<b>384 623</b>	<b>402 772</b>	<b>395 972</b>	<b>394 585</b>	10,83
dont : Impôts Locaux	109 399	110 593	38 894	39 089	27 426	26 294	-75,97
Autres impôts et taxes	132 547	138 121	230 476	246 409	250 496	250 470	88,97
Dotation globale de fonctionnement	52 864	52 935	52 638	53 136	52 635	52 671	-0,37
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>308 559</b>	<b>313 173</b>	<b>317 953</b>	<b>322 235</b>	<b>351 023</b>	<b>361 762</b>	17,24
dont : Charges de personnel	77 504	79 314	81 027	82 889	87 036	91 550	18,12
Achats et charges externes	19 408	18 182	19 850	19 950	23 715	24 820	27,89
Subventions	17 769	16 696	17 232	19 100	19 314	19 796	11,41
Aides à la personne	93 090	98 065	99 444	99 391	104 330	107 651	15,64
Frais de séjours et d'hébergement	58 884	58 509	57 960	57 726	62 092	67 207	14,13
Charges financières	4 308	4 126	3 938	4 182	6 986	6 799	57,82
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>47 463</b>	<b>48 756</b>	<b>66 670</b>	<b>80 537</b>	<b>44 949</b>	<b>32 823</b>	
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>47 463</b>	<b>48 756</b>	<b>66 670</b>	<b>80 537</b>	<b>44 949</b>	<b>32 823</b>	-30,85
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>13%</b>	<b>13%</b>	<b>17%</b>	<b>20%</b>	<b>11%</b>	<b>8%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>24 826</b>	<b>27 859</b>	<b>46 597</b>	<b>58 705</b>	<b>22 019</b>	<b>5 776</b>	
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>5,88</b>	<b>6,04</b>	<b>4,43</b>	<b>3,66</b>	<b>6,04</b>	<b>8,36</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	30 500	36 000	21 000	21 000	-	30 000	
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	22 636	20 897	20 072	21 832	22 929	27 047	
Encours des dettes bancaires et assimilées	279 314	294 418	295 345	294 513	271 584	274 537	-1,71
Flux net de dettes (6=4-5)	7 864	15 103	928	- 832	- 22 929	2 953	
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>13 852</b>	<b>19 753</b>	<b>25 264</b>	<b>57 121</b>	<b>26 325</b>	<b>9 078</b>	-34,46
Variation du fonds de roulement (7)	21	5 901	5 511	31 857	- 30 796	- 17 247	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>55 306</b>	<b>57 958</b>	<b>62 087</b>	<b>47 848</b>	<b>52 816</b>	<b>53 023</b>	
Ressources : Subventions reçues	9 377	3 792	5 031	6 069	6 372	5 661	-39,63
Ressources : FCTVA	7 865	7 960	7 338	7 843	7 882	6 403	-18,59
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>72 548</b>	<b>75 611</b>	<b>74 456</b>	<b>61 760</b>	<b>67 070</b>	<b>65 087</b>	-10,28
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	46 454	44 054	49 262	43 269	44 573	47 093	1,38
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	28 903	32 986	26 132	26 775	23 827	19 272	-33,32
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>75 357</b>	<b>77 040</b>	<b>75 394</b>	<b>70 044</b>	<b>68 400</b>	<b>66 365</b>	-11,93
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	- 2 809	- 1 429	- 938	- 8 284	- 1 330	- 1 278	
solde en % des emplois principaux	<b>-4%</b>	<b>-1,85%</b>	<b>-1,24%</b>	<b>-11,83%</b>	<b>-1,94%</b>	<b>-2%</b>	
						En milliers d'Euros	en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>

## Annexe 4

### Département du Cantal

#### DEPARTEMENT DU CANTAL (15)

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
Population	145 969	145 143	144 765	144 692	144 379	144 226	-1,19
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>214 176</b>	<b>206 237</b>	<b>216 715</b>	<b>229 352</b>	<b>240 165</b>	<b>244 234</b>	14,03
dont : Impôts Locaux	51 870	52 954	16 354	16 335	10 488	10 959	-78,87
Autres impôts et taxes	71 046	69 932	115 149	120 254	127 076	129 485	82,26
Dotation globale de fonctionnement	46 334	46 650	46 630	47 065	47 457	47 762	3,08
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>180 342</b>	<b>173 490</b>	<b>176 509</b>	<b>186 973</b>	<b>200 910</b>	<b>214 489</b>	18,93
dont : Charges de personnel	45 360	44 991	46 239	48 551	52 986	54 883	20,99
Achats et charges externes	23 689	15 318	16 271	19 388	18 491	21 903	-7,54
Subventions	4 873	5 270	4 697	5 432	5 322	5 813	19,29
Aides à la personne	44 680	45 883	46 503	46 296	51 047	53 467	19,67
Frais de séjours et d'hébergement	40 606	41 885	42 944	47 321	51 831	58 798	44,80
Charges financières	4 123	3 914	3 513	3 313	4 005	4 167	1,07
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>33 834</b>	<b>32 747</b>	<b>40 206</b>	<b>42 379</b>	<b>39 255</b>	<b>29 745</b>	
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>33 834</b>	<b>32 747</b>	<b>40 206</b>	<b>42 379</b>	<b>39 255</b>	<b>29 745</b>	-12,09
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>16%</b>	<b>16%</b>	<b>19%</b>	<b>18%</b>	<b>16%</b>	<b>12%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>17 541</b>	<b>14 698</b>	<b>23 997</b>	<b>26 539</b>	<b>13 201</b>	<b>1 751</b>	
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>5,33</b>	<b>5,84</b>	<b>4,50</b>	<b>4,24</b>	<b>4,42</b>	<b>5,79</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	12 000	8 000	6 000	14 494	19 890	27 400	
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	16 293	18 049	16 209	15 839	26 055	27 994	
Encours des dettes bancaires et assimilées	180 351	191 243	181 034	179 688	173 524	172 207	-4,52
Flux net de dettes (6=4-5)	- 4 293	- 10 049	- 10 209	- 1 345	- 6 165	- 594	
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>19 563</b>	<b>20 718</b>	<b>22 590</b>	<b>35 171</b>	<b>32 905</b>	<b>26 384</b>	<b>34,87</b>
Variation du fonds de roulement (7)	10 263	1 155	1 872	12 581	- 2 266	- 6 521	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>19 278</b>	<b>21 543</b>	<b>28 125</b>	<b>28 453</b>	<b>35 356</b>	<b>35 672</b>	
Ressources : Subventions reçues	9 033	3 718	4 548	22 131	3 787	7 143	-20,92
Ressources : FCTVA	1 914	2 789	2 841	3 990	4 923	5 227	173,09
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>30 225</b>	<b>29 205</b>	<b>35 514</b>	<b>32 443</b>	<b>44 066</b>	<b>48 042</b>	58,95
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	18 583	19 356	24 859	29 977	35 012	40 090	115,73
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	10 774	9 245	10 022	8 514	6 952	7 140	-33,73
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>29 357</b>	<b>28 601</b>	<b>34 881</b>	<b>38 491</b>	<b>41 964</b>	<b>47 230</b>	60,88
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	868	604	633	- 6 048	2 102	812	
solde en % des emplois principaux	<b>2,96%</b>	<b>2,11%</b>	<b>1,81%</b>	<b>-15,71%</b>	<b>5,01%</b>	<b>1,72%</b>	
					En milliers d'Euros		en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>

## Annexe 5

### Département de la Drôme

#### DEPARTEMENT DE LA DROME (26)

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
Population	508 006	511 553	514 732	516 762	517 709	519 458	2,25
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>570 336</b>	<b>585 812</b>	<b>613 253</b>	<b>649 585</b>	<b>650 687</b>	<b>649 408</b>	13,86
dont : Impôts Locaux	189 822	194 664	74 843	76 612	41 830	43 478	-77,10
Autres impôts et taxes	214 425	226 484	370 291	396 817	420 133	407 906	90,23
Dotation globale de fonctionnement	71 447	71 312	70 571	70 279	69 953	69 645	-2,52
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>470 317</b>	<b>485 219</b>	<b>493 005</b>	<b>521 145</b>	<b>541 431</b>	<b>565 691</b>	20,28
dont : Charges de personnel	104 344	105 512	107 689	113 208	123 267	125 503	20,28
Achats et charges externes	28 918	29 147	31 426	35 540	37 914	39 397	36,24
Subventions	15 650	16 147	15 725	15 014	15 548	15 506	-0,92
Aides à la personne	149 050	157 167	160 783	165 500	168 593	171 617	15,14
Frais de séjours et d'hébergement	122 887	125 217	127 978	134 735	138 979	153 266	24,72
Charges financières	1 181	985	821	688	608	952	-19,39
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>100 019</b>	<b>100 593</b>	<b>120 248</b>	<b>128 440</b>	<b>109 256</b>	<b>83 717</b>	
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>100 019</b>	<b>100 593</b>	<b>120 248</b>	<b>128 440</b>	<b>109 257</b>	<b>83 717</b>	-16,30
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>18%</b>	<b>17%</b>	<b>20%</b>	<b>20%</b>	<b>17%</b>	<b>13%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>79 713</b>	<b>82 908</b>	<b>104 719</b>	<b>114 516</b>	<b>97 345</b>	<b>71 734</b>	
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>0,75</b>	<b>0,75</b>	<b>0,59</b>	<b>0,56</b>	<b>0,77</b>	<b>1,06</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	6 000	18 100	10 000	15 000	25 000	16 008	
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	20 306	17 685	15 529	13 925	11 911	11 983	
Encours des dettes bancaires et assimilées	75 189	75 889	70 361	71 436	84 525	88 941	18,29
Flux net de dettes (6=4-5)	- 14 306	415	- 5 529	1 075	13 089	4 025	
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>62 662</b>	<b>54 277</b>	<b>61 016</b>	<b>71 352</b>	<b>74 699</b>	<b>51 690</b>	-17,51
Variation du fonds de roulement (7)	630	- 8 385	6 739	10 336	3 347	- 23 009	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>85 083</b>	<b>109 393</b>	<b>107 980</b>	<b>119 179</b>	<b>118 999</b>	<b>110 751</b>	
Ressources : Subventions reçues	4 583	4 159	6 442	5 494	9 104	5 415	18,15
Ressources : FCTVA	11 298	11 558	13 674	15 780	17 096	19 019	68,34
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>100 964</b>	<b>116 725</b>	<b>128 096</b>	<b>140 453</b>	<b>145 199</b>	<b>135 185</b>	33,89
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	77 251	84 638	101 782	107 889	118 713	97 906	26,74
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	31 138	28 692	33 257	30 388	30 699	37 673	20,99
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>108 389</b>	<b>113 330</b>	<b>135 039</b>	<b>138 277</b>	<b>149 412</b>	<b>135 579</b>	25,09
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	- 7 425	3 395	- 6 943	2 176	- 4 213	- 394	
solde en % des emplois principaux	<b>-6,85%</b>	<b>3,00%</b>	<b>-5,14%</b>	<b>1,57%</b>	<b>-2,82%</b>	<b>-0,29%</b>	
						En milliers d'Euros	en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>



## Annexe 6

### Département de la Haute-Loire

#### DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE (43)

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
Population	252 591	227 283	227 552	227 570	227 489	284 840	12,77
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>252 591</b>	<b>258 195</b>	<b>260 510</b>	<b>272 844</b>	<b>275 902</b>	<b>284 840</b>	12,77
dont : Impôts Locaux	78174	79 799	21 789	21 909	12 064	12651	-83,82
Autres impôts et taxes	87665	91 975	159 960	168 207	178 593	179301	104,53
Dotation globale de fonctionnement	37975	38 224	38 243	38 434	38 726	38891	2,41
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>206652</b>	<b>212 106</b>	<b>212 374</b>	<b>224 902</b>	<b>236 308</b>	<b>252336</b>	22,11
dont : Charges de personnel	43345	44 539	47 807	50 553	52 103	54132	24,89
Achats et charges externes	17373	17 435	15 185	16 735	17 130	17289	-0,48
Subventions	6158	6 961	6 064	7 703	5 951	5980	-2,89
Aides à la personne	56597	58 396	59 983	61 748	66 328	70363	24,32
Frais de séjours et d'hébergement	55795	54 098	52 953	56 740	60 428	64900	16,32
Charges financières	1816	2 954	1 481	1 351	1 875	1876	3,30
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
(1-2)	45 939	46 089	48 136	47 942	39 594	32 504	-29,25
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>45 939</b>	<b>46 089</b>	<b>48 137</b>	<b>47 942</b>	<b>39 594</b>	<b>32 504</b>	-29,25
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>18%</b>	<b>18%</b>	<b>18%</b>	<b>18%</b>	<b>14%</b>	<b>11%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>33 838</b>	<b>33 851</b>	<b>34 402</b>	<b>36 241</b>	<b>27 558</b>	<b>20 425</b>	-39,64
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>1,81</b>	<b>1,99</b>	<b>1,84</b>	<b>1,81</b>	<b>2,01</b>	<b>2,39</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	10000	21 330	10 000	10 000	5 000	10000	0,00
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	12101	12 238	13 735	11 701	12 035	12079	-0,18
Encours des dettes bancaires et assimilées	83077	91 903	88 434	86 733	79 698	77619	-6,57
Flux net de dettes (6=4-5)	-2101	9 092	- 3 735	- 1 701	- 7 035	-2079	
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	18186	21 932	21 213	27 112	29 364	23 632	29,95
Variation du fonds de roulement (7)	4428	3 746	- 719	5 899	2 252	- 5 732	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>39 410</b>	<b>51 435</b>	<b>45 121</b>	<b>40 342</b>	<b>30 307</b>	<b>36 157</b>	-8,25
Ressources : Subventions reçues	3882	6 097	5 315	6 910	9 789	11063	184,98
Ressources : FCTVA	4427	3 191	7 425	5 972	4 998	3838	-13,30
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>47 719</b>	<b>64 469</b>	<b>57 861</b>	<b>53 224</b>	<b>45 094</b>	<b>51 058</b>	7,00
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	32181	38 362	35 300	29 864	24 564	27555	-14,37
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	17790	22 170	22 715	23 893	21 033	24109	35,52
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>49971</b>	<b>60 532</b>	<b>58 015</b>	<b>53 757</b>	<b>45 597</b>	<b>51664</b>	3,39
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	-2 252	3 937	- 154	- 533	- 503	-606	
solde en % des emplois principaux	-5%	6,50%	-0,27%	-0,99%	-1,10%	-1%	
						En milliers d'Euros	en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>

## Annexe 7

### Département de la Haute-Savoie

#### DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE (74)

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
Population	801 416	807 360	816 699	826 094	835 206	841 482	5,00
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>778907</b>	<b>779 454</b>	<b>875 673</b>	<b>943 999</b>	<b>901 121</b>	<b>848800</b>	8,97
dont : Impôts Locaux	232600	237 155	74 610	70 879	21 376	22167	-90,47
Autres impôts et taxes	392480	387 967	635 655	683 074	669 317	630957	60,76
Dotation globale de fonctionnement	27978	27 915	28 163	28 285	28 431	28179	0,72
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>579695</b>	<b>614 265</b>	<b>628 640</b>	<b>676 948</b>	<b>718 749</b>	<b>739356</b>	27,54
dont : Charges de personnel	126293	131 836	134 618	153 001	159 998	166178	31,58
Achats et charges externes	45324	43 733	46 647	47 086	51 471	52544	15,93
Subventions	21087	27 905	34 769	25 824	33 351	32310	53,22
Aides à la personne	139053	148 648	152 670	157 875	166 784	168403	21,11
Frais de séjours et d'hébergement	161196	173 192	172 012	191 761	207 883	223561	38,69
Charges financières	4351	3 722	3 056	2 669	2 721	4289	-1,42
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>199212</b>	<b>165 189</b>	<b>247 033</b>	<b>267 051</b>	<b>182 372</b>	<b>109444</b>	-45,06
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>199213</b>	<b>165 189</b>	<b>247 033</b>	<b>267 051</b>	<b>182 372</b>	<b>109444</b>	-45,06
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>26%</b>	<b>21%</b>	<b>28%</b>	<b>28%</b>	<b>20%</b>	<b>13%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>177985</b>	<b>143 524</b>	<b>224 910</b>	<b>246 246</b>	<b>160 450</b>	<b>92243</b>	-48,17
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>0,61</b>	<b>0,60</b>	<b>0,31</b>	<b>0,40</b>	<b>0,95</b>	<b>2,25</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	-	-	-	50 000	89 380	90 000	
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	21227	21 666	22 123	20 805	21 922	17 200	
Encours des dettes bancaires et assimilées	120735	99 070	76 947	106 142	173 601	246 400	104,08
Flux net de dettes (6=4-5)	-21227	-21 666	-22 123	29 195	67 458	72 800	-442,96
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>151475</b>	<b>117 903</b>	<b>137 053</b>	<b>224 636</b>	<b>230 574</b>	<b>207 370</b>	36,90
Variation du fonds de roulement (7)	9876	-33 572	19 150	87 583	5 938	-23 204	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>168 110</b>	<b>177 095</b>	<b>205 760</b>	<b>208 663</b>	<b>243 892</b>	<b>205 448</b>	22,21
Ressources : Subventions reçues	17 278	16 546	12 342	63 786	52 931	67 858	292,74
Ressources : FCTVA	18 448	18 111	17 569	21 595	28 059	32 132	74,18
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>203 836</b>	<b>178 180</b>	<b>235 671</b>	<b>294 134</b>	<b>324 882</b>	<b>305 438</b>	49,84
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	133 670	133 596	154 045	207 991	232 219	183 684	37,42
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	77 660	81 347	90 924	92 073	93 824	127 409	64,06
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>211 330</b>	<b>214 943</b>	<b>244 969</b>	<b>300 064</b>	<b>326 043</b>	<b>311 093</b>	47,21
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	-7 494	-36 763	-9 298	-5 930	-1 161	-5 655	
solde en % des emplois principaux	1,13%	-17,10%	-3,80%	-1,98%	-0,36%	-1,82%	
					En milliers d'Euros		en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>

## Annexe 8

### Département de l'Isère

#### DEPARTEMENT ISERE 38

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
Population	1 252 912	1 258 722	1 263 563	1 271 166	1 277 513	1 284 948	2,56
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>1 253 577</b>	<b>1 236 956</b>	<b>1 320 899</b>	<b>1 386 857</b>	<b>1 408 212</b>	<b>1 401 287</b>	11,78
dont : Impôts Locaux	413 324	424 507	137 530	137 411	53 565	54 673	-86,77
Autres impôts et taxes	464 718	462 147	831 946	895 531	971 612	945 685	103,50
Dotation globale de fonctionnement	165 642	165 183	163 870	163 331	162 907	162 413	-1,95
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>1 045 907</b>	<b>1 046 617</b>	<b>1 098 259</b>	<b>1 113 376</b>	<b>1 161 902</b>	<b>1 238 323</b>	18,40
dont : Charges de personnel	213 320	220 111	227 231	-	244 333	257 253	20,59
Achats et charges externes	71 307	68 229	73 448	80 085	80 904	82 605	15,84
Subventions	32 825	32 594	37 529	36 820	48 215	53 655	63,46
Aides à la personne	318 899	335 846	350 440	341 222	354 521	379 144	18,89
Frais de séjours et d'hébergement	255 315	245 138	258 118	264 372	268 326	296 235	16,03
Charges financières	2 386	3 275	3 551	3 820	4 130	4 072	70,66
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>207 670</b>	<b>190 339</b>	<b>222 640</b>	<b>273 481</b>	<b>246 310</b>	<b>162 964</b>	-21,53
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>207 671</b>	<b>190 339</b>	<b>222 640</b>	<b>273 481</b>	<b>246 310</b>	<b>162 963</b>	-21,53
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>17%</b>	<b>15%</b>	<b>17%</b>	<b>20%</b>	<b>17%</b>	<b>12%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>136 068</b>	<b>121 990</b>	<b>167 289</b>	<b>239 588</b>	<b>217 440</b>	<b>132 353</b>	-2,73
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>2</b>	<b>2,06</b>	<b>1,94</b>	<b>1,64</b>	<b>1,70</b>	<b>2,84</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	144 000	148 500	95 000	50 000	-	74 000	-48,61
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	71 603	68 349	55 351	33 892	28 870	30 611	-57,25
Encours des dettes bancaires et assimilées	312 274	392 425	432 074	448 182	419 312	462 701	48,17
Flux net de dettes (6=4-5)	72 397	80 151	39 649	16 108	- 28 870	43 389	
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>89 262</b>	<b>85 838</b>	<b>79 639</b>	<b>173 665</b>	<b>147 115</b>	<b>118 808</b>	33,10
Variation du fonds de roulement (7)	- 7 389	- 3 424	- 6 199	94 026	- 26 550	- 28 307	283,10
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>287 457</b>	<b>273 914</b>	<b>268 488</b>	<b>195 563</b>	<b>243 990</b>	<b>234 659</b>	-18,37
Ressources : Subventions reçues	11 857	14 247	9 863	21 923	16 557	17 769	49,86
Ressources : FCTVA	19 346	25 449	29 192	30 045	26 015	31 470	62,67
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>318 660</b>	<b>310 186</b>	<b>307 543</b>	<b>247 531</b>	<b>286 562</b>	<b>283 898</b>	-10,91
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	195 509	198 292	185 853	179 347	194 182	184 128	-5,82
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	111 466	94 878	78 899	87 950	93 653	87 624	-21,39
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>306 975</b>	<b>293 170</b>	<b>264 752</b>	<b>267 297</b>	<b>287 835</b>	<b>271 752</b>	-11,47
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	<b>11 685</b>	<b>17 016</b>	<b>42 791</b>	<b>- 19 766</b>	<b>- 1 273</b>	<b>12 146</b>	
solde en % des emplois principaux	<b>3,81%</b>	<b>5,80%</b>	<b>16,16%</b>	<b>-7,39%</b>	<b>-0,44%</b>	<b>4,47%</b>	
						En milliers d'Euros	en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>

## Annexe 9

### Département de la Loire

#### DEPARTEMENT DE LA LOIRE (42)

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2019-2024 %
Population	761 997	762 941	763 441	765 634	768 508	769 029	0,92
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>739 903</b>	<b>752 275</b>	<b>768 098</b>	<b>802 633</b>	<b>805 648</b>	<b>817 205</b>	10,45
dont : Impôts Locaux	225 640	231 578	83 914	82 640	43 523	45 726	-79,73
Autres impôts et taxes	261 143	273 461	457 709	491 612	516 884	516 872	97,93
Dotation globale de fonctionnement	103 519	103 099	102 563	102 125	101 857	101 334	-2,11
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>674 433</b>	<b>682 903</b>	<b>674 194</b>	<b>702 560</b>	<b>747 885</b>	<b>793 080</b>	17,59
dont : Charges de personnel	128 534	129 427	130 335	138 784	145 649	153 609	19,51
Achats et charges externes	76 107	66 840	49 427	41 785	43 130	45 299	-40,48
Subventions	25 573	24 545	25 215	28 105	28 894	29 752	16,34
Aides à la personne	216 245	227 155	229 049	238 449	258 339	276 046	27,65
Frais de séjours et d'hébergement	171 494	167 956	170 426	185 820	197 855	210 682	22,85
Charges financières	9 054	8 252	7 218	6 771	7 658	7 639	-15,63
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>65 470</b>	<b>69 372</b>	<b>93 904</b>	<b>100 073</b>	<b>57 763</b>	<b>24 125</b>	-63,15
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>65 470</b>	<b>69 372</b>	<b>93 903</b>	<b>100 073</b>	<b>57 764</b>	<b>24 124</b>	-63,15
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>9%</b>	<b>9%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>	<b>7%</b>	<b>3%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>39 821</b>	<b>42 008</b>	<b>64 613</b>	<b>66 626</b>	<b>25 126</b>	<b>- 10 910</b>	-127,40
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>5</b>	<b>4,56</b>	<b>3,43</b>	<b>2,89</b>	<b>4,70</b>	<b>11</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	17 000	11 700	35 000	-	15 000	35 000	105,88
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	25 649	27 364	29 290	33 447	32 638	35 034	36,59
Encours des dettes bancaires et assimilées	332 280	316 616	322 326	288 880	271 242	271 208	-18,38
Flux net de dettes (6=4-5)	- 8 649	- 15 664	5 710	- 33 447	- 17 638	- 34	
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>42 753</b>	<b>45 771</b>	<b>90 188</b>	<b>90 664</b>	<b>61 779</b>	<b>42 480</b>	-0,64
Variation du fonds de roulement (7)	- 1 777	3 018	44 417	476	- 28 885	- 19 299	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>58 598</b>	<b>50 690</b>	<b>55 196</b>	<b>66 150</b>	<b>69 011</b>	<b>43 389</b>	-25,95
Ressources : Subventions reçues	7 369	6 632	4 903	6 180	9 585	7 618	3,38
Ressources : FCTVA	6 751	6 948	5 285	5 752	7 646	7 748	14,77
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>72 718</b>	<b>67 288</b>	<b>65 384</b>	<b>78 082</b>	<b>86 242</b>	<b>58 755</b>	-19,20
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	45 379	34 832	42 684	56 330	55 359	49 411	8,89
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	27 430	31 029	27 738	25 246	32 917	11 575	-57,80
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>72 809</b>	<b>65 861</b>	<b>70 422</b>	<b>81 576</b>	<b>88 276</b>	<b>60 986</b>	-16,24
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	- 91	1 427	- 5 038	- 3 494	- 2 034	- 2 231	
solde en % des emplois principaux	-0,12%	2,17%	-7,15%	-4,28%	-2,30%	-3,66%	
					En milliers d'Euros		en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>

## Annexe 10

### Département du Puy de Dôme

#### DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME (63)

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2020-2024 %
Population	650 700	653 742	659 048	662 152	661 852	662 285	1,78
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>656 928</b>	<b>658 657</b>	<b>674 087</b>	<b>712 633</b>	<b>710 880</b>	<b>716 892</b>	9,13
dont : Impôts Locaux	239 307	244 973	71 510	69 825	33 048	33 869	-85,85
Autres impôts et taxes	237 148	238 963	439 480	470 583	495 642	496 159	109,22
Dotation globale de fonctionnement	81 442	81 709	81 723	81 952	81 934	81 999	0,68
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>575 226</b>	<b>565 242</b>	<b>559 887</b>	<b>593 557</b>	<b>638 838</b>	<b>692 528</b>	20,39
dont : Charges de personnel	121 631	121 795	124 801	131 878	141 549	146 184	20,19
Achats et charges externes	61 177	43 796	36 432	42 607	47 708	46 546	-23,92
Subventions	16 724	16 456	18 963	24 036	33 173	38 163	128,19
Aides à la personne	172 736	177 555	178 412	176 451	178 721	193 717	12,15
Frais de séjours et d'hébergement	136 864	134 766	137 043	149 841	160 904	187 907	37,29
Charges financières	5 389	4 325	3 687	3 913	6 487	7 802	44,78
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>81 702</b>	<b>93 415</b>	<b>114 200</b>	<b>119 076</b>	<b>72 042</b>	<b>24 364</b>	-70,18
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>81 703</b>	<b>93 415</b>	<b>114 200</b>	<b>119 076</b>	<b>72 042</b>	<b>24 364</b>	-70,18
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>12%</b>	<b>14%</b>	<b>17%</b>	<b>17%</b>	<b>10%</b>	<b>3%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>27 401</b>	<b>34 714</b>	<b>78 162</b>	<b>87 970</b>	<b>30 994</b>	<b>- 1 891</b>	-106,90
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>3,77</b>	<b>3,06</b>	<b>2,40</b>	<b>2,25</b>	<b>3,36</b>	<b>10,90</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	41 500	36 000	24 000	25 000	15 000	50 000	20,48
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	54 302	58 701	36 038	31 105	41 048	26 254	-51,65
Encours des dettes bancaires et assimilées	308 297	285 597	274 072	267 967	241 919	265 664	-13,83
Flux net de dettes (6=4-5)	- 12 802	- 22 701	- 12 038	- 6 105	- 26 048	23 746	
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>14 659</b>	<b>19 055</b>	<b>57 778</b>	<b>91 796</b>	<b>57 479</b>	<b>32 972</b>	124,93
Variation du fonds de roulement (7)	1 150	4 396	38 723	34 018	- 34 317	- 24 507	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>67 751</b>	<b>70 714</b>	<b>63 439</b>	<b>78 953</b>	<b>80 311</b>	<b>72 617</b>	7,18
Ressources : Subventions reçues	7 783	7 554	7 925	9 574	11 394	12 054	54,88
Ressources : FCTVA	6 147	6 768	7 108	7 029	9 052	9 352	52,14
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>81 681</b>	<b>85 036</b>	<b>78 472</b>	<b>95 556</b>	<b>100 757</b>	<b>94 023</b>	15,11
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	43 613	46 180	48 832	71 438	61 741	55 526	27,32
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	40 368	36 185	31 549	25 856	41 324	38 838	-3,79
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>83 981</b>	<b>82 365</b>	<b>80 381</b>	<b>97 294</b>	<b>103 065</b>	<b>94 364</b>	12,36
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	- 2 300	2 671	- 1 909	- 1 738	- 2 308	- 341	
solde en % des emplois principaux	-2,74%	3,24%	-2,37%	-1,79%	-2,24%	-0,36%	
					En milliers d'Euros		en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>

## Annexe II

### Département du Rhône

#### DEPARTEMENT DU RHONE (69)

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2020-2024 %
Population	454 657	457 392	460 632	464 176	466 892	469 623	3,29
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>460 942</b>	<b>406 587</b>	<b>466 211</b>	<b>473 229</b>	<b>454 408</b>	<b>450 697</b>	-2,22
dont : Impôts Locaux	108 626	61 132	28 468	25 835	- 5 392	- 5 070	-104,67
Autres impôts et taxes	138 958	140 877	234 087	236 300	242 832	234 128	68,49
Dotation globale de fonctionnement	47 965	47 772	48 422	48 477	48 698	48 788	1,72
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>364 833</b>	<b>366 708</b>	<b>391 528</b>	<b>400 388</b>	<b>419 781</b>	<b>430 177</b>	17,91
dont : Charges de personnel	89 496	87 583	90 122	95 921	100 958	101 497	13,41
Achats et charges externes	30 229	27 754	31 888	35 032	37 339	36 629	21,17
Subventions	6 829	7 045	8 100	9 541	8 262	7 614	11,50
Aides à la personne	87 721	93 342	92 024	90 680	97 563	99 171	13,05
Frais de séjours et d'hébergement	94 166	96 366	100 856	103 362	111 713	120 013	27,45
Charges financières	16 309	15 559	14 766	18 658	13 653	14 485	-11,18
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>96 109</b>	<b>39 879</b>	<b>74 683</b>	<b>72 841</b>	<b>34 627</b>	<b>20 520</b>	-78,65
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>96 108</b>	<b>39 879</b>	<b>74 683</b>	<b>72 840</b>	<b>34 627</b>	<b>20 520</b>	-78,65
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>21%</b>	<b>10%</b>	<b>16%</b>	<b>15%</b>	<b>8%</b>	<b>5%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>66 314</b>	<b>8 926</b>	<b>42 879</b>	<b>46 725</b>	<b>- 4 143</b>	<b>- 17 783</b>	-126,82
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>4,06</b>	<b>6,99</b>	<b>4,65</b>	<b>4,41</b>	<b>9,21</b>	<b>16,57</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	5 000	20 000	-	-	36 850	59 270	1085,40
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	29 794	30 953	31 804	26 116	38 770	38 303	28,56
Encours des dettes bancaires et assimilées	389 784	278 694	347 026	320 911	318 991	339 957	-12,78
Flux net de dettes (6=4-5)	- 24 794	- 10 953	- 31 804	- 26 116	- 1 920	20 967	
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>81 004</b>	<b>70 024</b>	<b>64 183</b>	<b>67 168</b>	<b>46 763</b>	<b>32 324</b>	-60,10
Variation du fonds de roulement (7)	24 694	- 10 980	- 5 841	2 985	- 20 405	- 14 439	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>46 620</b>	<b>39 906</b>	<b>48 720</b>	<b>43 739</b>	<b>53 112</b>	<b>55 926</b>	19,96
Ressources : Subventions reçues	4 084	5 995	5 640	5 574	5 976	4 835	18,39
Ressources : FCTVA	5 237	4 633	3 831	5 630	5 674	6 895	31,66
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>55 941</b>	<b>50 534</b>	<b>58 191</b>	<b>54 943</b>	<b>64 762</b>	<b>67 656</b>	20,94
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	28 805	36 961	55 237	57 471	47 437	71 862	149,48
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	29 590	12 316	5 816	2 302	19 755	13 039	-55,93
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>58 395</b>	<b>49 277</b>	<b>61 053</b>	<b>59 773</b>	<b>67 192</b>	<b>84 901</b>	45,39
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	- 2 454	- 9 723	- 2 862	- 4 830	- 2 430	- 17 245	
solde en % des emplois principaux	-4,20%	-19,73%	-4,69%	-8,08%	-3,62%	-20,31%	
						En milliers d'Euros	en %

<https://www.impots.gouv.fr/cl>

## Annexe 12

### Département de Savoie

#### DEPARTEMENT DE LA SAVOIE (73)

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	variation 2020-2024 %
Population	429 681	431 174	433 724	436 434	439 750	442 468	2,98
IPC (INSEE)	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2	15,3
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>							
<b>Produits de fonctionnement (CAF) (1)</b>	<b>517 468</b>	<b>509 022</b>	<b>529 705</b>	<b>588 982</b>	<b>584 222</b>	<b>574 382</b>	11,00
dont : Impôts Locaux	159 819	164 356	66 658	65 003	34 049	34 909	-78,16
Autres impôts et taxes	255 653	240 627	360 633	404 444	425 277	407 213	59,28
Dotation globale de fonctionnement	42 005	41 738	41 533	41 349	41 267	41 033	-2,31
<b>Charges de fonctionnement (CAF) (2)</b>	<b>387 449</b>	<b>400 820</b>	<b>413 176</b>	<b>424 811</b>	<b>463 855</b>	<b>494 438</b>	27,61
dont : Charges de personnel	97 345	100 045	103 585	105 475	114 419	123 581	26,95
Achats et charges externes	33 632	32 423	33 758	36 667	41 424	43 519	29,40
Subventions	18 798	21 560	23 274	22 991	26 709	31 283	66,42
Aides à la personne	89 938	95 113	96 993	97 089	103 394	110 664	23,04
Frais de séjours et d'hébergement	83 232	86 839	90 344	94 091	107 400	118 261	42,09
Charges financières	4 809	4 375	3 921	3 764	4 538	3 997	-16,89
<b>AUTOFINANCEMENT</b>							
<b>(1-2)</b>	<b>130 019</b>	<b>108 202</b>	<b>116 529</b>	<b>164 171</b>	<b>120 367</b>	<b>79 944</b>	
<b>Capacité d'autofinancement = CAF (3=1-2)</b>	<b>130 020</b>	<b>108 202</b>	<b>116 529</b>	<b>164 171</b>	<b>120 367</b>	<b>79 944</b>	-38,51
<b>CAF/Produits de fonctionnement</b>	<b>25%</b>	<b>21%</b>	<b>22%</b>	<b>28%</b>	<b>21%</b>	<b>14%</b>	
<b>CAF nette du remboursement en capital des emprunts</b>	<b>66 314</b>	<b>72 796</b>	<b>105 318</b>	<b>140 949</b>	<b>109 477</b>	<b>69 042</b>	4,11
<b>Encours des dettes bancaires et assimilées/CAF</b>	<b>1,30</b>	<b>1,47</b>	<b>1,31</b>	<b>0,84</b>	<b>1,05</b>	<b>1,57</b>	
<b>ENDETTEMENT</b>							
Emprunts bancaires et dettes assimilées (4)	-	25 239	5 000	8 000	-	10 000	
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées (5)	36 866	35 406	11 212	23 222	10 890	10 902	-70,43
Encours des dettes bancaires et assimilées	168 831	158 664	152 453	137 231	126 341	125 438	-25,70
Flux net de dettes (6=4-5)	- 36 866	- 10 167	- 6 212	- 15 222	- 10 890	- 902	-97,55
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>75 921</b>	<b>82 545</b>	<b>91 058</b>	<b>172 971</b>	<b>175 683</b>	<b>153 984</b>	102,82
Variation du fonds de roulement (7)	11 400	6 624	8 513	81 913	2 712	- 21 699	
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Ressources d'investissement=3+6-7</b>	<b>81 754</b>	<b>91 411</b>	<b>101 804</b>	<b>67 036</b>	<b>106 765</b>	<b>100 741</b>	23,22
Ressources : Subventions reçues	11 758	13 797	7 380	14 289	14 343	13 453	14,42
Ressources : FCTVA	9 256	12 397	14 028	14 698	11 789	12 905	39,42
<b>Ressources Principales(8)</b>	<b>102 768</b>	<b>124 229</b>	<b>123 212</b>	<b>96 023</b>	<b>132 897</b>	<b>127 099</b>	23,68
emplois d'investissement : Dépenses d'équipement	84 681	104 786	119 096	101 389	78 839	111 307	31,44
emplois d'investissement : Subventions d'équipements versées	19 814	14 848	8 007	7 571	26 856	26 463	33,56
<b>Emplois Principaux (9)</b>	<b>104 495</b>	<b>119 634</b>	<b>127 103</b>	<b>108 960</b>	<b>105 695</b>	<b>137 770</b>	31,84
Solde des autres opérations d'investissement (8-9)	- 1 727	4 595	- 3 891	- 12 937	27 202	- 10 671	
solde en % des emplois principaux	-1,65%	3,84%	-3,06%	-11,87%	25,74%	-7,75%	
						En milliers d'Euros	en %

<https://www.impots.gouv.fr/cil>



## Bibliographie

- [AFL](#), *Baromètre de la santé financière des collectivités* 6<sup>e</sup> édition, juin 2025
- [Cabinet Michel KLOPFER](#), *Gestion financière des collectivités territoriales*, Editions Le Moniteur, 9<sup>e</sup> édition, 648 pages, août 2024
- [CESER Auvergne-Rhône-Alpes](#), *Quand la diversité des territoires dynamise Auvergne-Rhône-Alpes*, décembre 2020, 75 pages
- [CESER Rhône-Alpes](#), *Questions et défis autour de l'investissement en Rhône-Alpes ?*, décembre 2015
- [CESER Auvergne-Rhône-Alpes](#), *Pour une stratégie régionale d'investissement au service des territoires*, octobre 2017
- [Cour des comptes](#), *L'évolution de la répartition des impôts locaux entre ménages et entreprises et de la (dé)territorialisation de l'impôt*, Communication à la commission des finances de l'assemblée nationales, janvier 2025, 178 pages
- [Cour des comptes](#), *Les finances publiques locales 2025 fascicule 1*, juin 2025, 197 pages
- [Cour des comptes](#), *Les finances publiques locales 2025 fascicule 2*, septembre 2025, 123 pages
- [Cour des comptes](#), *Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités : des objectifs et des instruments à redéfinir*, Le Moniteur février 2024 pp 132 à 146
- [DELPECH Claire](#), *Quel avenir pour l'impôt local ? Quel financement des services publics locaux ?*, 4 septembre 2023, Terra Nova, Synthèse, 29 pages
- [DELPECH Claire](#), *Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales : 4 chantiers à @ouvrir pour sortir de l'impasse*, 23 décembre 2024, Terra Nova, Synthèse, 20 pages
- [DELPECH Claire](#), *Budget 2026 : rebâtir un climat de confiance entre l'Etat et les collectivités locales*, 3 septembre 2025, Terra Nova, Synthèse, 25 pages
- [DGCL](#), *Les finances de départements en croissance et en déprise démographique*, bulletin d'information statistique n° 193, mars 2025, 14 pages
- [La Banque postale](#), *Note de conjoncture Les finances locales*, septembre 2024, 28 pages
- [La Banque postale](#), *Note de conjoncture Les finances locales*, septembre 2025, 32 pages
- [OFGL](#), *Rapport de l'observatoire des finances et de la gestion publique locale*, *Les finances des collectivités locales*, DGCL, Edition 2025, 275 pages
- [Sénat](#), *Rapport d'information « Pour une intercommunalité de la confiance, au service des territoires »*, 23 septembre 2025, 117 pages
- [Sénat](#), *Commission d'enquête libre administration des collectivités*, *Libre administration des collectivités : une urgence démocratique et écologique*, juillet 2025, 10 pages

## BIBLIOGRAPHIE



# GLOSSAIRE

**APA** : Aide aux personnes âgées

**CAF** : Capacité d'autofinancement

**CAVRA** : Communauté d'agglomération Valence Romans

**CDD** : Contrat à durée déterminée

**CFE** : Cotisation foncière des entreprises

**CNAM** : Conservatoire national des arts et métiers

**CNRACL** : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales

**CPER** : Contrat de plan Etat Région

**CVAE** : Cotisation des entreprises à la valeur ajoutée

**DGA** : Directeur général adjoint

**DGF** : Dotation globale de fonctionnement

**DGFIP** : Direction générale des finances publiques

**DGS** : Directeur général des services

**DILICO** : Dispositif de lissage conjoncturel

**DMTO** : Droits de mutation à titre onéreux

**DRFIP** : Direction régionale des finances publiques

**EHPAD** : Etablissement d'hébergement des personnes âgées dépendantes

**EPCI** : Etablissement public de coopération intercommunales

**FBCF** : Formation brute de capital fixe

**FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée

**FNAET** : Fonds national de l'attractivité des territoires

**IPC** : Indice des prix à la consommation

**Loi NOTRe** : Loi pour une nouvelle organisation territoriale de la République

**MNA** : Mineur non accompagné

**OFGL** : Observatoire des finances et de la gestion publique

**PCH** : Prestation compensatoire de handicap

**RSA** : Revenu social d'activité

**TFPB** : Taxe foncière sur les propriétés bâties

**THRP** : Taxe d'habitation sur les résidences principales



## CONTRIBUTEURS

### Contributeurs

► Bruno LAMOTTE

Président de la commission « Budget-Finances »

► Marie-Christine PLASSE

2<sup>ème</sup> vice-présidente, référente de la commission

► Jocelyne ROCHE

Vice-présidente déléguée, Présidente de la Conférence des Présidents

---

## Collège 1\*

- ANGELOT Eric (CRMCCA)
- BORDES Claude (UIMM)
- BRUNET Christian (U2P-UNAPL)
- DOLLEANS Jean-Luc (CCI)
- DUBOISSET Gilles (CCI)

## Collège 2\*

- BLACHON Eric (FO)
- CANET Fabrice (CGT)
- GILQUIN Jean-Pierre (FO)
- GUERROUJ Nassira (CFE-CGC)
- GUILHOT Jean-Marc (CFDT)
- LE GAC Elisabeth (CFDT)
- MARGERIT Laurence (CGT)

## Collèges 3\* et 4\*

- BERNARD Sébastien (UNIVERSITES)
- CARUANA Laurent (Personnalité qualifiée)
- CERNYS Rémy (CHASSEURS)
- CONDAMIN Yvon (MRIE)

\* Collège 1 : Représentants des entreprises et des activités professionnelles non salariées / Collège 2 : Représentants des organisations syndicales de salariés les plus représentatives / Collège 3 : Représentants des organismes et associations qui participent à la vie collective de la région et représentants des associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement et personnalités qualifiées, choisies en raison de leur compétence en matière d'environnement et de développement durable / Collège 4 : Personnalités qualifiées



## CONTRIBUTEURS

### Collège 1\*

- LATAPIE Didier (CMA)
- REYNIER Frédéric (BATIMENT)
- ROUSSIN Sandrine (SYNDICAT AGRICOLE)
- VARICHON Béatrice (FINANCES)

### Collège 2\*

- MILANETTI Nathalie (CFE-CGC)
- MYC Michel (UNSA)
- NINNI Agnès (CFDT)
- PLANCHE Laëtitia (CGT)
- SAILLANT Elisabeth (CFDT)
- SALA Chantal (CGT)

### Collèges 3\* et 4\*

- PROST Michel-Louis (ADIRA)
- VERNEY-CARRON Florence (Personnalité qualifiée)
- WALBAUM Ludovic (Pers. qualifiée environnement)

\* **Collège 1** : Représentants des entreprises et des activités professionnelles non salariées / **Collège 2** : Représentants des organisations syndicales de salariés les plus représentatives / **Collège 3** : Représentants des organismes et associations qui participent à la vie collective de la région et représentants des associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement et personnalités qualifiées, choisies en raison de leur compétence en matière d'environnement et de développement durable / **Collège 4** : Personnalités qualifiées

## Remerciements

*Le CESER Auvergne-Rhône-Alpes remercie les personnes auditionnées dans le cadre de l'élaboration de cette note.*

*Les conseillers approfondissent leurs connaissances en prenant appui notamment sur les auditions, les enquêtes, les débats menés dans le cadre de la commission ou du groupe de travail. De nombreuses personnalités sont entendues chaque année par l'assemblée, ces spécialistes délivrent ainsi leur savoir et leur expérience, ces échanges sont une grande richesse pour le CESER.*

## Remerciements

**AUBERT Philippe**, Directeur général adjoint en charge des infrastructures, Conseil départemental de l'Ardèche

**BLANC Jean-Luc**, Payeur régional, Région Auvergne-Rhône-Alpes

**BONNEVILLE Agnès**, Directrice adjointe finances et budget, Région Auvergne-Rhône-Alpes

**CHANAL Éric**, Directeur général délégué des services, Conseil départemental de Haute-Loire

**DEBAT Jean-François**, Maire de Bourg en Bresse et Président de Grand Bourg Agglomération

**DECHEVRENS Florian**, Inspecteur, DRFIP division secteur public local valorisation et expertise

**DELPECH Claire**, Professeur, CNAM

**FRARIER Samuel**, Directeur général adjoint « Ressources », Conseil départemental de la Drôme

**FREU Alexandre**, Directeur des décideurs publics, DRFIP

**GENEST François**, Directeur général des services, Conseil départemental de l'Ain

**GUYOT Solenne**, Chargée de mission, CESER Grand Est

**LONGEVIALLE Philippe**, adjoint du payeur, Région Auvergne-Rhône-Alpes

**LURIN Pierre**, Vice-président délégué aux finances, aux bâtiments et aux moyens généraux, Conseil départemental de l'Ain

**MARMILLOUD Christophe**, Ville de VALENCE et communauté d'agglomération VALENCE ROMANS

**MARNIER Sylvain**, Membre de la commission « Finances et Europe » du CESER Bourgogne-Franche-Comté

**QUENETTE Marc-Antoine**, Vice-président en charge des finances, Conseil départemental de l'Ardèche

**REGAZZONI Jean-Dominique**, Conseiller, CESER Grand Est

**RIMEIZE Jacques**, Président de Commission, CESER Grand Est

**ROBERT Myriam**, Directrice générale des services, Conseil départemental de la Drôme

**ROGIER Vincent**, Directeur des finances, Conseil départemental de l'Ardèche

**ROSENTHAL Ethel**, Responsable adjointe de la Division secteur public local – Direction régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes

**SADDIER Martial**, Président, Conseil départemental de Haute Savoie

**TERRIEN Pierre-Matthieu**, Directeur des Finances, Ville de Valence et communauté d'agglomération Valence Romans

**VERVISCH Alain**, Directeur des études et de la recherche, Banque Postale

**VIOLA Jean-Pierre**, Président de la section « Administration territoriale de l'Etat, Finances publiques locale et certification des comptes des assemblées parlementaires », Cour des comptes

**VIORNERY-BERARD Lucile**, Directrice générale adjointe en charge des finances et du territoire, Conseil départemental de l'Ain

## Remerciements

*Le CESER Auvergne-Rhône-Alpes remercie les personnes auditionnées dans le cadre de l'élaboration de cette note.*

*Les conseillers approfondissent leurs connaissances en prenant appui notamment sur les auditions, les enquêtes, les débats menés dans le cadre de la commission ou du groupe de travail. De nombreuses personnalités sont entendues chaque année par l'assemblée, ces spécialistes délivrent ainsi leur savoir et leur expérience, ces échanges sont une grande richesse pour le CESER.*

---

## ► INTERVENTION DE Jean-Luc DOLLEANS, Au nom du Collège 1

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, Mesdames et Messieurs,

Le collège 1 salue la qualité et l'utilité de la note présentée par la commission, qui éclaire avec rigueur les profondes transformations des finances locales et les tensions croissantes auxquelles sont confrontées les collectivités territoriales d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Les entreprises et acteurs économiques que nous représentons partagent pleinement le constat central du document : la réduction progressive des marges de manœuvre financières des collectivités, conjuguée à l'augmentation des charges contraintes, pèse directement sur leur capacité à investir pour l'avenir. Or ces investissements publics constituent un levier déterminant de l'attractivité économique, de la compétitivité des territoires et de la transition écologique et énergétique.

Cette baisse continue des moyens des collectivités territoriales n'est majoritairement pas le résultat d'une dérive locale ou d'une mauvaise gestion généralisée. Elle est d'abord la conséquence de décisions nationales répétées, prises sans vision territoriale de long terme, qui ont progressivement affaibli l'autonomie financière, dilué les responsabilités et rompu le lien entre activité économique et action publique locale.

Pour autant, nous constatons que les Départements conservent encore, à la marge, quelques leviers d'action sur leurs dépenses de fonctionnement. Certains ont su engager des stratégies plus volontaristes que d'autres : rationalisation de l'organisation, priorisation des politiques publiques, meilleure articulation avec le bloc communal, innovations en matière de gestion sociale ou de prévention. Ces efforts, bien réels, permettent parfois de contenir partiellement la dépense, mais ils ne sauraient compenser durablement des déséquilibres structurels sur lesquels les Départements n'ont pas la main.

Une analyse comparable peut être faite pour les communautés d'agglomération, dont la situation financière dépend fortement des choix de gouvernance, du niveau de mutualisation, de la dynamique économique du territoire et de la maîtrise des charges de fonctionnement. Là encore, les écarts observés traduisent des stratégies politiques différenciées, sans pour autant remettre en cause le cadre contraint imposé par les décisions nationales.

Pour autant, la situation est particulièrement critique pour les Départements, et la note le démontre clairement.

Aujourd'hui, la très grande majorité des budgets départementaux est consacrée à l'aide sociale : RSA, APA, handicap, protection de l'enfance, aide sociale à l'enfance, mineurs non accompagnés. Ces dépenses sont à la fois obligatoires, décidées nationalement, et en forte croissance, sous l'effet des évolutions démographiques, sociales et économiques sans que les Départements ne disposent d'aucune réelle capacité de pilotage sur ces dépenses sociales parfois inadaptées, mais ils en assument l'intégralité du financement. Cette dynamique imposée crée un effet d'éviction massif sur le reste du budget départemental.

Concrètement, cela signifie que le budget résiduel, celui qui permet encore de choisir, d'investir et d'entretenir, se réduit d'année en année. Ce sont donc les investissements structurants,

l'entretien des routes, des collèges et des équipements, le soutien aux communes et aux intercommunalités, et plus largement la capacité d'anticiper et de préparer l'avenir, qui deviennent les variables d'ajustement.

On ne peut pas demander aux Départements d'être à la fois les amortisseurs sociaux de la Nation et des acteurs du développement territorial sans leur donner les moyens correspondants. Cette contradiction fragilise l'économie locale, les filières du BTP, de l'ingénierie, des services, et pénalise durablement l'attractivité des territoires, notamment ruraux.

Plus largement, communes, communautés de communes, agglomérations, départements, régions cet empiement des strates territoriales n'est pas le fruit d'un choix local, mais la conséquence de réformes territoriales inabouties, conduites sans aller jusqu'au bout des transferts de compétences et de ressources initialement annoncés. Cette absence de courage politique a conduit à un système complexe, coûteux et inefficace, dont les territoires supportent aujourd'hui les conséquences.

Dans le même temps, La perte du lien fiscal entre l'activité économique et les territoires constitue une rupture majeure. La suppression de la CVAE, la substitution par des fractions de TVA gelées ou instables, et la baisse continue de la territorialisation des recettes ont vidé de sens la responsabilité économique locale. Cette évolution est en contradiction totale avec les discours sur la décentralisation, la différenciation territoriale et la compétitivité régionale.

Ces ressources fiscales locales ont été remplacées par des ressources nationales affectées, souvent gelées ou instables. Les collectivités sont sommées d'agir, d'investir, de répondre aux urgences sociales, économiques et environnementales. Le collège 1 le dit clairement : on ne peut pas responsabiliser les territoires tout en les plaçant sous la dépendance permanente des arbitrages d'un État central technocratique, déconnecté des réalités locales. Cette recentralisation rampante nourrit un dialogue de sourds, freine l'investissement public et pénalise directement l'économie réelle.

La note montre que la compression des dépenses dites de fonctionnement fragilise directement l'ingénierie territoriale, l'accompagnement des transitions, l'innovation et l'attractivité, c'est-à-dire les conditions mêmes de l'investissement privé.

Nous souhaitons également alerter sur les conséquences pour l'économie sociale et solidaire, en particulier en zones rurales. Lorsque les budgets se tendent, les subventions deviennent instables, les conventions pluriannuelles sont remises en cause, et les structures de l'ESS – pourtant créatrices d'emplois locaux non délocalisables – se retrouvent fragilisées. Là encore, c'est l'économie locale qui en paie le prix.

Finalement, ce sont les entreprises, les habitants et les territoires qui supportent les conséquences d'un système devenu illisible, où les responsabilités sont diluées et les décisions renvoyées vers un État central qui concentre l'arbitrage sans en assumer pleinement les effets territoriaux.

L'Etat doit endosser clairement ses responsabilités, clarifier les réelles compétences entre les différentes strates territoriales, sécuriser le financement des politiques sociales départementales, garantir des ressources stables et territorialisées, et reconnaître pleinement l'investissement public local – y compris l'entretien du patrimoine – comme un levier stratégique du développement économique et territorial.

Le collège 1 votera favorablement cette note, qu'il considère comme un signal d'alerte fort.


---

## ► INTERVENTION D'Elisabeth SAILLANT, Au nom de la CFDT et de l'UNSA

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers,

Cette intervention est faite au nom de la CFDT et de l'UNSA.





La commission 10 a présenté aujourd'hui une note sur les marges de manœuvre financières des collectivités territoriales de notre région, tout en s'interrogeant sur les investissements d'avenir. Nous remercions le Président de la commission de ce travail d'un temps long, car il est rare que nous puissions approfondir nos analyses au-delà des délais très courts qui nous sont habituellement imposés. Cette opportunité nous permet non seulement de développer nos réflexions de manière plus pédagogique, mais aussi d'apporter un éclairage politique sur les enjeux financiers qui nous sont soumis.

Ce rapport complet présente bien les problématiques financières des collectivités locales. Notre intervention développera un focus sur le mille-feuille administratif persistant et sur le manque d'autonomie de décision financière concernant les ressources des collectivités locales.

La France traverse une période de fortes tensions budgétaires, marquée par un déficit public important et une pression croissante sur les finances de l'État.

Cette situation impacte directement les collectivités locales, dont les ressources, souvent redistributives entre les différentes strates, ne cessent de diminuer. Les réformes fiscales successives ont restreint leur capacité d'action. Ainsi, les départements, les régions, les communes et surtout les intercommunalités doivent répondre à des attentes croissantes avec des moyens de plus en plus contraints, rendant la question de l'organisation territoriale et de la répartition des compétences encore plus cruciale.

La commission s'est penchée sur le cas des départements, première strate créée en 1790 qui ont longtemps incarné la proximité et l'égalité territoriale. Au fil du temps, d'autres collectivités se sont superposées (régions, EPCI...), tandis que les besoins des territoires évoluaient.

Avec la loi NOTRe de 2015, les départements ont perdu la clause générale de compétence et se sont vu confier des missions obligatoires bien définies.

Aujourd'hui, leurs compétences se concentrent principalement sur trois axes : l'action sociale, l'éducation (construction et gestion des collèges publics) et la voirie (routes départementales, transports scolaires). Ces missions mobilisent l'essentiel de leurs ressources.

Même s'ils parviennent encore à continuer d'exercer leurs compétences sociales et éducatives, leur influence sur l'aménagement et le développement local s'estompe. Ils sont en conséquence moins présents pour soutenir l'investissement des communes rurales ou dans le domaine culturel et sportif, notamment au travers des subventions aux associations.

Parallèlement, les intercommunalités ont pris le relais sur de nombreuses compétences telles que le développement économique, l'urbanisme, la gestion des déchets ou la mobilité locale.

Cette évolution marque donc une véritable perte d'influence des départements au profit des intercommunalités. Leur capacité à répondre rapidement aux besoins des habitants et leur légitimité démocratique renforcent leur rôle central dans l'organisation territoriale.

En somme, si les départements conservent des compétences obligatoires, leur rôle s'efface progressivement au profit de structures intercommunales, mieux adaptées aux réalités du terrain. Ainsi, plutôt que de financer séparément des infrastructures peu utilisées – comme des salles des fêtes qui ne seraient sollicitées que quelques fois par an – l'intercommunalité pourrait encourager la mutualisation des services ou la création d'équipements partagés, mieux dimensionnés et plus adaptés aux besoins réels de la population. Cette gestion concertée permet non seulement de réduire les coûts, mais aussi d'améliorer la qualité et l'accessibilité des services offerts aux habitants, comme nous l'avons vu avec les EPCI reçus par la commission dans le cadre de nos travaux.

Dans ce contexte, nous nous interrogerons sur la pertinence du maintien de la multiplication des niveaux administratifs – souvent qualifiée de « mille-feuille territorial » – ce qui nuit à la lisibilité de l'action publique et à l'efficacité des politiques locales. Pour la CFDT et l'UNSA, il devient nécessaire de repenser l'organisation territoriale afin de simplifier les structures, clarifier les compétences et rapprocher la décision publique des citoyens.

Il est nécessaire pour toute collectivité locale d'anticiper et de se projeter sur l'avenir au regard

des différents besoins de leur territoire et de leurs évolutions, de fait, la capacité d'investissement d'avenir est essentielle à préserver.

Le rapport montre que malgré les difficultés, les choix politiques sont limités financièrement, mais encore possible pour les départements les plus dynamiques en termes de démographie et d'activités économiques. La difficulté que nous soulignons concerne le manque d'autonomie décisionnelle des collectivités locales dont leurs ressources dépendent essentiellement d'autres sources de financement publiques.

Enfin, nous proposons une réforme comptable pour faciliter les investissements immatériels d'avenir : par exemple la formation professionnelle, qui contribue à la montée en compétence des salariés donc à la compétitivité des entreprises. Les tensions relevées entre budget de fonctionnement et budget d'investissement seraient ainsi atténuées.

Nous remercions le Président de la commission 10, Bruno, accompagné par l'incontournable Michel et Nino, son successeur, toujours à notre écoute et qui nous ont permis de rendre un travail de qualité, et bien sûr nous voterons favorablement ce rapport.

---

## ► INTERVENTION DE Laëtitia PLANCHE, Au nom de la CGT, de FSU et de SOLIDAIRES

Mesdames les conseillères, Messieurs les conseillers, chers collègues,

Nous ne pouvons que saluer le choix du sujet de la commission 10 « Quelles marges de manœuvre financières pour les collectivités territoriales en Auvergne-Rhône-Alpes ? Peut-on encore investir pour l'avenir », qui a le mérite de poser, dans un cadre objectif, la capacité financière de nos collectivités locales, avec un focus sur celle des départements, hors d'un classique et paresseux « dépenses publiques bashing ».

En préalable, nous attirons votre attention sur le caractère alarmant des conclusions du rapport présenté, travaillé avec une grande rigueur, dans notre pays qui portant caracole dans le top 10 des économies mondiales les plus performantes et reconnu comme ayant un des meilleures ratio productivité / heures de travail au monde.

Avant de livrer quelques éléments d'analyse CGT, FSU et SOLIDAIRES sur le cœur de ce sujet, permettez-nous de revenir à des éléments de contexte. Ceux-ci sont indispensables à la mise en perspective du sujet : les finances des collectivités locales dépendent intégralement des politiques budgétaires de l'Etat.

Aux termes « budget de l'Etat » est quasi systématiquement associé le terme « déficit ». Or, ce n'est que depuis 40 ans que la France connaît, sans quasi discontinuer, un budget en déficit. Cette réalité, ce choix politique délibéré, est une traduction financière de politiques libérales connues aussi sous le vocable de la politique de l'offre, qui engendrent, dans un contexte européen prônant la concurrence libre et non faussée, une lignée de décennies de politiques d'austérité.

En effet, la hausse du déficit et de la dette publique s'expliquent en partie par les pertes de recettes publiques qu'ont engendré les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux ménages les plus aisés, depuis le premier quinquennat Macron en 2017 et pour rester équilibrés, on peut aussi évoquer depuis 2013.

Selon un rapport d'ATTAC, de l'observatoire de la justice fiscale et du Comité pour l'Annulation des Dettes Illégitimes, les baisses de prélèvements obligatoires représentent un manque à gagner de 308 milliards d'euro en cumulé sur la période 2018 - 2023, ce qui représente près de 35 % de la hausse de la dette publique et de 454 milliards si on souhaite remonter jusqu'à 2013.

A rebours du discours gouvernemental, cela démontre que des marges de manœuvre importantes existent pour accroître les recettes publiques afin de financer les urgences sociales, écologiques et économiques.

A présent, nous vous proposons de revenir sur le financement des collectivités locales. En conséquence, des décisions décrites précédemment, l'évolution défavorable est très claire : nos collectivités subissent de plein fouet plusieurs phénomènes.

Un décalage croissant entre les responsabilités qui leur sont confiées dans la mise en œuvre des services publics et le manque de moyens pour y parvenir. La strate la plus durement touchée est celle des conseils départementaux, en tant que pilote de l'action sociale. Ces derniers s'avèrent être les premiers au feu face aux dégâts sociaux menés par les politiques libérales. Ils développent au fil des ans, l'art de manier « l'effet ciseau ».

La suppression de recettes avec effet de taux, donc suppression d'une part du lien de l'administré avec le territoire, (suppression THFP (*Taxe d'Habitation sur les Locaux Professionnels*) et progressivement CVAE (*Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises*)) mais surtout remplacement avec une fraction de TVA : qui n'est plus dynamique car décision de gel. Elle implique surtout un report complet du financement sur les ménages, de façon injuste, et correspond à une part importante du déficit du budget de l'Etat.

Des transferts financiers qui sont gelés, des compensations jamais réévaluées, comme des transferts de péréquation. Nous avons le cas évident du RMI, RSA et de la protection de l'enfance pour les départements. Aujourd'hui nous avons la même situation pour les communes en tant que chefs de file de la politique petite enfance.

Glissement insidieux de compétences « Etat » sur les collectivités territoriales : cas flagrant sur la santé et la tranquillité publique, bien évidemment sans moyen en face. Et pourtant, il est de nature constitutionnelle que les compétences transférées doivent être assurées par des moyens financiers adéquats.

Substitution des dotations d'investissement libre d'emploi par des réponses à appels à projet et l'attribution de dotations spécifiques (DSIL (*Dotation de Soutien à l'Investissement Local*) et DETR (*Dotation d'Equiperment des Territoires Ruraux*)), dont les critères d'attribution sont décidés par l'Etat et dont la répartition des moyens est décidée par le Préfet du département. Les petites collectivités sans ingénierie sont les grandes perdantes. De plus, ces dotations ne sont pas pérennes, un programme chassant l'autre (ex. Fonds vert).

Une dotation globale de fonctionnement en chute libre depuis 2014, où l'idée que les collectivités territoriales doivent participer à l'effort de redressement des comptes de l'Etat a été traduite d'effet. Le dernier « petit plus » en matière de diminution de moyens est le DILICO (*Dispositif de Lissage Conjoncturel des Recettes Fiscales des Collectivités Territoriales*), d'une intelligence faustienne.

Enfin, des politiques contractuelles d'appel à projet qui se substituent aux financements pérennes, qui ne permettent pas de visibilité, ni ne possèdent un temps nécessaire pour mettre en œuvre les mesures.

Nous rappelons que les collectivités locales, elles, ne peuvent pas être en déficit. C'est une règle d'or. Et alors par quel bout faut-il supprimer les services aux usagers ? L'Etat, lâchement, ne dit jamais rien à ce sujet. « Il faut prioriser » telle est l'injonction, mais quoi ? La cantine face aux routes ? Les piscines au regard des portages de repas ? Le numérique contre la protection de l'enfance ?

Pour que nous n'ayons plus à traiter des collectivités sous l'angle de leur étranglement progressif, nous l'avons compris, il faut sortir du carcan idéologique. La CGT et la FSU le rappellent, les dépenses publiques ne sont pas un fardeau mais stimulent l'économie, créent des emplois, soutiennent l'innovation.

Aussi, dans cette perspective dynamique et à très court terme, il est nécessaire de :

- Déconstruire tout ce qu'on sait des fameuses règles budgétaires et renouveler un autre modèle.
- Adopter une logique d'aménagement des territoires et de réduction des inégalités en lieu et place d'une compétitivité des territoires et de l'offre d'attractivité.
- Repenser l'égal accès des usagers aux différents services publics, afin de permettre de vivre et travailler dignement sur son territoire.

- Lutter contre les accélérations des phénomènes climatiques destructeurs ou déstabilisant, anticiper les modalités de vie face aux changements prévisibles.
- Créer de nouveaux services publics.

Et pour les organisations syndicales de salariés que nous sommes, de sortir des logiques de précarisation grandissante, non seulement des agents qui sont bien trop nombreux à être rémunérés au SMIC et pour de nombreuses années à cause du tassement des grilles de rémunérations mais également via une généralisation du précarat des salariés des délégations de service public, comme, par exemple ce à quoi nous sommes confrontés dans le domaine de la protection de l'enfance. Nous visons une fonction publique revivifiée, avec des agents sous un statut solide qui octroie des garanties collectives, avec un déroulement de carrière, des agents formés, pouvant travailler en adéquation avec les valeurs des services publics tels qu'esquissés plus haut.

Notre groupe remercie les membres de la commission, ainsi que son chargé d'études, pour le travail réalisé.

Au regard des compléments et points d'analyse exprimés ci-dessus, les groupes CGT, FSU et SOLIDAIRES voteront favorablement la note de problématique de la commission.

---

## ► INTERVENTION D'Alain CALMETTE, Au nom du Collège 3-4

Monsieur le Président, monsieur le Rapporteur, mesdames et messieurs conseillères et conseillers,

La note qui nous occupe aujourd'hui, sur laquelle j'interviens au nom du collège 3-4, porte sur une des questions centrales posées aux collectivités territoriales, à savoir le maintien de marges de manœuvre financières suffisantes pour exercer les compétences qui leur sont conférées. Le CESER a souhaité se saisir de cette problématique dans un contexte de crise des finances publiques, conséquence d'une dette en forte augmentation qui est devenue, au fil du temps, une des préoccupations majeures des acteurs sociaux, économiques et politiques.

La note qui nous est présentée dresse un tableau synthétique mais précis du contexte national du déficit public, des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales, des conséquences lourdes des récentes réformes fiscales. Elle présente un focus sur les départements de la région et des études de cas concernant deux agglomérations et cinq départements. Elle conclut enfin par quelques observations et réflexions qui n'appellent pas de préconisations.

Le collège 3-4, peut-être de façon contre-intuitive, est particulièrement concerné par cette problématique, les associations étant en bout de chaîne des capacités de subventionnement des collectivités territoriales, notamment du bloc communal. Les marges de manœuvre financières de ces dernières influent de façon cruciale sur les finances associatives, d'autant plus que les subventions aux associations peuvent malheureusement apparaître quelquefois comme une variable d'ajustement des budgets communaux ou intercommunaux, voire départementaux.

Nous retenons quelques éléments centraux. En premier lieu, la dette publique est essentiellement l'apanage de l'Etat et non pas des collectivités territoriales. En deuxième lieu, et le CESER insiste régulièrement sur ce point, les investissements doivent toujours être pensés à l'aune des frais de fonctionnement qu'ils engendrent. Ensuite, si les investissements ont été globalement maintenus dans la dernière période, c'est au prix d'un endettement augmenté des collectivités. Enfin, les récentes réformes fiscales ont considérablement distendu le lien fiscal entre les collectivités territoriales et leurs contribuables, ménages ou entreprises.

Les éléments de contexte et les cas concrets présentés dans la note montrent que le modèle économique qui préside aux finances locales est à bout de souffle, en tout cas structurellement fragile, tant il repose sur des injonctions contradictoires.

Comment traiter le sujet qui nous occupe sans réfléchir, au-delà de la répartition des dépenses, à l'assiette et au volume des recettes ? Comment réduire le déficit de l'Etat sans demander un effort aux collectivités territoriales, par ailleurs confrontées à l'augmentation du coût de certaines compétences « cœur de métier », comme par exemple les transports pour la Région ou le social

pour les Départements ?

Comment permettre aux collectivités territoriales, principales actrices de l'investissement public, de continuer à l'être alors que leur capacité d'autofinancement nette chute et que l'endettement par l'emprunt ne saurait être infini ?

Comment renforcer le consentement à l'impôt alors que les récentes réformes fiscales n'ont fait que contribuer à la quasi disparition du lien fiscal entre les collectivités et leurs contribuables, et que la clarification des compétences entre collectivités reste très inaboutie ?

Reprenant les réflexions développées dans la note, le collège 3-4 s'inquiète des difficultés financières qui contribuent à détourner les collectivités de leur préoccupation d'investissement d'avenir : les départements, pris par un effet ciseau, dotés d'une autonomie de décision en berne, qui se sentent limités au rôle d'exécutant de politiques sociales décidées par l'Etat, et la Région qui, par voie de conséquence, doit consacrer des budgets de plus en plus importants au soutien aux départements.

On le voit, les marges de manœuvre financières des collectivités territoriales tendent donc à s'amenuiser et on ne perçoit pas bien, dans le contexte de déficit public jamais atteint que nous connaissons, ce qui pourrait les améliorer de façon significative afin de répondre aux besoins accrus des territoires, de leurs acteurs économiques, sociaux, environnementaux et associatifs. A cet égard, il paraît judicieux de mobiliser tous les leviers de recettes auxquels les collectivités renoncent parfois, comme par exemple celles issues du versement mobilité. En tout état de cause, la raréfaction des crédits disponibles doit inciter les collectivités territoriales à un examen plus sélectif de leurs choix d'investissement, en ne retenant que ceux répondant à quelques critères préalablement définis, comme l'utilité sociale ou l'effet multiplicateur par exemple.

Néanmoins et pour prolonger les réflexions de la note, le collège 3-4 pourrait préconiser quelques pistes, comme l'achèvement de la répartition des compétences exclusives entre régions et départements comme initiée par la loi Notre de 2015. Ceci pourrait être accompagné par la capacité pour les collectivités de lever un impôt spécifique, lié à la répartition des compétences, afin d'assurer leur autonomie financière et de rendre lisible le lien fiscal entre contribuables et collectivités. Nous pourrions également appeler de nos vœux une nouvelle étape de décentralisation, en particulier en direction des Régions, avec, bien entendu, les transferts financiers afférents. Mais le « gâteau » financier étant constant, cela aurait-il des effets significatifs sur la question qui nous occupe aujourd'hui ? Nous laissons à chacun le soin de répondre.

Sauf avis individuel contraire, les conseillères et conseillers du collège 3-4 émettront un avis positif sur la note présentée.

---


## ► INTERVENTION D'Yves VERILHAC, Au nom de la LPO

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

J'interviens à titre personnel au nom de la LPO et je serai bref car je n'ai que deux idées à vous exposer.

La première est que les tensions entre l'Etat et les collectivités locales sont la manifestation d'un problème structurel, à savoir celui d'une décentralisation non finalisée. Avec comme conséquences une perte d'efficacité dans l'utilisation des fonds publics, et une défiance de la part de nos concitoyens. Tant qu'une réforme de fond n'aura pas été engagée les problèmes, structurels, perdureront.

La deuxième, qui relève plus de mon champ de compétence, est qu'il ne suffit pas d'analyser les recettes et dépenses des collectivités et de l'Etat : le manque de prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux en amont des décisions et donc dépenses publiques coûte cher. Non seulement l'absence d'intégration des dimensions sociales et environnementales dans les politiques publiques hypothèque les capacités financières des collectivités et de l'Etat à l'avenir, mais nous héritons aujourd'hui d'une dette accumulée au fil des ans par des politiques publiques à court terme prises sous le seul angle de l'enjeu économique.



L'IGF et l'IGEDD ont récemment analysé des aides publiques représentant 92,5 milliards. Sur 738 aides, 252 ont été identifiées comme néfastes à la biodiversité (le dérèglement climatique n'est pas comptabilisé ici). 87 d'aides dans le domaine agricole, 39 de l'énergie, 105 aides à l'aménagement du territoire, 18 dans le domaine de la pêche et 3 de la forêt.

Les subventions dommageables à la biodiversité représentent 1,3 milliards, dont 1,1 milliard pour le seul domaine de l'agriculture.

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/299691-biodiversite-des-aides-publiques-aux-effets-nefastes>

La lutte contre le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité souffre encore plus des subventions néfastes que d'un manque de moyens.

# Résultats des votes

Assemblée plénière du 27 janvier 2026



**162** ONT VOTE POUR

**0** ONT VOTE CONTRE

**1** S'EST ABSTENU

Collège	Organisation	Nom	Pour	Contre	Abst.
1	Chambre de commerce et d'industrie de région Auvergne-Rhône-Alpes	CHEVALIER Véronique	P		
		DOLLEANS Jean-Luc			
		DUBOISSET Gilles			
		EHRSAM Olivier			
		MARGUIN Christophe			
		RENIE Stanislas			
		SIQUIER Marie-Amandine			
		THION Elisabeth			
		VEYRE DE SORAS Christine	P		
	Mouvement des entreprises de France (MEDEF) Auvergne-Rhône-Alpes	CELMA Patrick			
		CHARVERON Philippe			
		GLERAN Philippe			
		JAVELLE Valérie-Anne			
		PANSERI Anne-Sophie			
	Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) Auvergne-Rhône-Alpes	CADARIO Jacques			
		DOGNIN-DIT-CRUISSAT Sarah	P		
		Non désigné(e)			
		IMBERTON Emmanuel			
	Accord entre l'Union des entreprises de proximité (U2P) Auvergne-Rhône-Alpes et l'Union nationale des professions libérales (UNAPL) Auvergne-Rhône-Alpes	BRUNET Christian			
		CABUT Bruno			
		GINESTET Fabienne	P		
		LE ROUEIL Anne-Marie			
		MARCAGGI Christophe			
		ROBERT Anne-Marie			
	Chambre régionale de métiers et de l'artisanat de région Auvergne-Rhône-Alpes	GIROD Pierre			
		GOUZE Dominique			
		GUILLAUD Isabelle			
		LATAPIE Didier			
		OLEKSIK Bernadette	P		
	Fédération régionale des Chambres des professions libérales Auvergne-Rhône-Alpes (CNPL)	BEZ Nicole			

P : procuration



	Centre des jeunes dirigeants Auvergne et Rhône-Alpes	BLANC Sylvie			
	Accord entre les pôles de compétitivité Lyon-Biopôle, Minalogic Partenaires, Vegepolys Valley et Cimes Auvergne-Rhône-Alpes	CHABBAL Jean	P		
		HOMETTE Marie-Odile			
	France Chimie Aura	LAFORET Jean-Pierre			
	Accord entre le Comité des banques Auvergne-Rhône-Alpes de la Fédération bancaire française et l'association Lyon place financière	VARICHON Béatrice			
	UIMM Auvergne-Rhône-Alpes	BORDES Claude	P		
		PFISTER Françoise			
	Fédération française du bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes	REYNIER Frédéric			
	Fédération régionale des travaux publics Auvergne-Rhône-Alpes	MEUNIER Patrick			
	Accord entre les syndicats de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) en Auvergne-Rhône-Alpes et l'Union des entreprises Transport de logistique de France (TLF) Auvergne-Rhône-Alpes et logistique de France	COMBRONDE Céline			
	Union inter-entreprises de Lyon et sa région	Non désigné(e)			
	Association régionale Auvergne-Rhône-Alpes des industries agro-alimentaires	NIGAY Henri			
	Accord entre la délégation territoriale Action logement Auvergne-Rhône-Alpes et les chambres régionales de la Fédération des promoteurs immobiliers de France en Auvergne-Rhône-Alpes de France	Non désigné(e)			
	SYNTEC Auvergne-Rhône-Alpes	DESSERTINE Philippe	P		
	Accord entre les directions régionales de la SNCF, d'EDF et de la Poste	VIVIN Françoise			
	Union nationale industries carrière Auvergne-Rhône-Alpes	BOISSELMON Alain			
	L'Interprofession Forêt bois (FIBOIS) Auvergne-Rhône-Alpes	PERCHE Gaël			
	La délégation territoriale de la Fédération des particuliers employeurs de France (FEPED) Auvergne-Rhône-Alpes	FAURE André			
	Chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes	FLAUGERE Jean-Luc			
		FONT Maryse			
		GUIGNAND Gilbert	P		
	Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles Auvergne-Rhône-Alpes	ROUSSIN Sandrine	P		
		CROZAT Jérôme			
	Les Jeunes agriculteurs Auvergne-Rhône-Alpes	DANANCHER Hugo			
		LAUZIER Léa			
	Confédération paysanne Auvergne-Rhône-Alpes	DOUILLON Isabelle			
		MAISON Pierre			

P : procuration

	Coordination rurale Auvergne-Rhône-Alpes	LAMIRAND Georges			
	Coopération agricole Auvergne-Rhône-Alpes	DUMONT Yannick			
	Confédération régionale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole Auvergne-Rhône-Alpes	ANGELOT Eric	P		
	Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire	DADON Charles			
2	Comité régional de la Confédération générale du travail Auvergne-Rhône-Alpes	BARJON Brigitte			
		BLANCHARD Paul			
		CANET Fabrice	P		
		CARDINAUX Lionel			
		SAUZEAT Sandrine			
		DALMAS Patrick	P		
		FAURE Philippe			
		GELDHOF Nathalie	P		
		GENSEL Virginie	P		
		GRANATA Eric			
		GUICHARD Karine	P		
		MARGERIT Laurence			
		MEQUIGNON Christine			
		PELLORCE Pascal			
		PLANCHE Laëtitia			
		SALA Chantal			
		VIGOUROUX Eric			
	Union régionale de la Confédération française démocratique du travail Auvergne-Rhône-Alpes	ALSAFRANA Colette			
		BADOR Laurent			
		BARRAT Jean			
		BAULAND Gisèle			
		CASALINO Françoise	P		
		CHENNAZ Cédric	P		
	Union régionale de la Confédération française démocratique du travail Auvergne-Rhône-Alpes	GUILHOT Jean-Marc	P		
		JACQUIER Claudine	P		
		JUYAUX-BLIN Christian	P		

P : Procuration

		LAMOTTE Bruno			
		LE GAC Elisabeth			
		NINNI Agnès	P		
		PUECH Marilyne	P		
		ROBERTO Sansoro			
		SAILLANT Elisabeth			
		SCHMITT Isabelle			
		SIVARDIÈRE Patrick	P		
	Union régionale de la Confédération générale du travail Force ouvrière Auvergne-Rhône-Alpes	BLACHON Eric			
		BOCHARD Frédéric			
		DEVY Eric			
		GILQUIN Jean-Pierre			
		LEYRE Michelle			
		MERENDET Patricia			
		LORENTE Jérémie			
		RICARD Claude			
		SEGAULT Hélène			
		TEMUR Hélène			
	Accord entre l'union régionale de la Confédération des travailleurs chrétien Auvergne et l'Union régionale de la Confédération française des travailleurs Rhône-Alpes	DEUDE Sylvie			
		GRANDJEAN François			
		VERNET Sandrine			
	Union régionale de la Confédération française de l'encadrement Confédération générale des cadre Auvergne-Rhône-Alpes	ASENSIO Luis	P		
		GUERROUI Nassira			
		MILANETTI Nathalie			
		ROCHE Jocelyne			
		ROUSTAND Philippe			
		SAVTCHENKO-BELSKY Cyril			
	Union régionale de l'Union nationale des syndicats autonomes Auvergne-Rhône-Alpes	HAMELIN Catherine	P		
		HERAUD Marta			
		LOHEZ Valérie			

P : Procuration

	Union régionale de l'Union nationale des syndicats autonomes Auvergne-Rhône-Alpes	MYC Michel	P		
		SIMIOT Nicolas			
	Fédération syndicale unitaire Auvergne-Rhône-Alpes	DI MARCO Anna			
	Union syndicale solidaires Auvergne-Rhône-Alpes	TRINCA Christiane			
		VELARD Patrick			
3	Union régionale des associations familiales Auvergne-Rhône-Alpes	NANTAS Dominique			
	Caisses d'allocations familiales de la région Auvergne-Rhône-Alpes	SERRE-CHAMARY René			
	Accord entre CARSAT Auvergne, CARSAT Rhône-Alpes et l'association régionale des caisses de MSA Auvergne-Rhône-Alpes	JOUEV Henry			
	GROUPAMA Auvergne-Rhône-Alpes	MOREL Nathalie			
	Union régional de la Mutualité française Auvergne-Rhône-Alpes	AUBRY Marc			
	Fédération hospitalière de France Auvergne-Rhône-Alpes	TOURAIN Jean-Louis			
	Accord entre la délégation Auvergne-Rhône-Alpes de l'Union française des retraités, l'Union régionale des Fédérations départementales Génération mouvement les aînés ruraux et la Fédération nationale des associations retraités Auvergne Rhône-Alpes	LUCCANTONI Evelyne			
	CREAI Auvergne-Rhône-Alpes	HERMOUET Nicolas			
	URIOPSS Auvergne-Rhône-Alpes	DAMIRON Christophe			
	Union régionale SCOP et SCIC Auvergne-Rhône-Alpes	BABOLAT Guy			
	Association pour le digital en région Auvergne-Rhône-Alpes	PROST Michel-Louis			
	Conférence des établissements publics de recherche en Auvergne-Rhône-Alpes	PELLA Dominique			
	Accord entre les présidents de l'Université de Lyon, de l'Université Grenoble-Alpes et l'Université Clermont Auvergne et associés	BERNARD Mathias			
		BERNARD Sébastien			
		DOMPNIER Nathalie			
		SURREL Hélène			
	Section régionale FCPE, PEEP, UNAAPE, APEL Auvergne et Rhône-Alpes	BENOIT Jean-Marie			
		MESSIÉ Christine			
		MEUNIER Frédérique			
		ZAKAR Saïd			
	Accord entre l'association Unis-Cité Auvergne-Rhône-Alpes et le Mouvement associatif Auvergne-Rhône-Alpes	GILLES Pascale			

P : Procuration

	CRAJEP Auvergne-Rhône-Alpes	MOLY Agathe			
		MONNET Alexis	P		
	Fédération régionale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles Auvergne-Rhône-Alpes	LEPINAY Reine			
	Accord entre UNEF, AFEV et FAGE	BERTHON Soraya			
		HOSTETTLER Thomas			
	Union régionale des fédérations laïques Auvergne-Rhône-Alpes	CALMETTE Alain			
	Comité régional olympique et sportif Auvergne-Rhône-Alpes	PLASSE Marie-Christine			
	Agence régionale du tourisme Auvergne-Rhône-Alpes	RIGOLLET Johann			
		ROSSI Sylvie			
	Union fédérale des consommateurs « UFC que choisir » d'Auvergne-Rhône-Alpes	NODIN Alain			
	Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire Auvergne-Rhône-Alpes	PLANCHON Nicolas			
		POISSON Patricia			
	Syndicat des entreprises artistiques et culturelles	LE ROUX Céline			
	Accord entre l'Association Auvergne-Rhône-Alpes des conservateurs et des professionnels des musées de France (AARAC) et la Fondation du patrimoine	JACOMY Bruno			
	Accord association sauve qui peut le court métrage, association Ardèche Images, EPCC, CITIA, association GRAC, association ACRIRA, association les Ecrans, association Plein champ et la Cinéfabrique	ROCHER François			
	Accord entre les associations de bibliothécaires de France Auvergne et Rhône-Alpes, associations des libraires d'Auvergne-Rhône-Alpes	CRAMARD Odile			
	Accord ARRAHLM, CNL, SOLIHA, EPL et UNPI	ARGENSON Jean-Jacques			
		BOCHATON Alice			
		GRATALOUP Sylvain			
		VENEL Anne-Laure			
		Non désigné(e)			
	Fédération des acteurs de la solidarité Auvergne-Rhône-Alpes	LAI-PUIATTI Marisa			
	Accord entre Agir tous pour la dignité (ATD) Quart-monde, la Fédération des entreprises d'insertion Auvergne-Rhône-Alpes, le conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du Secours populaire français, et la coordination régionale Auvergne-Rhône-Alpes du Secours catholique	JACQUART François			
	Mission régionale d'information sur l'exclusion	CONDAMIN Yvon			
	Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) Auvergne-Rhône-Alpes	de MONTGOLFIER Annick			
	Accord entre URAPEI Rhône-Alpes et Auvergne, direction régionale de l'APF Auvergne-Rhône-Alpes, Fondation Perce Neige, APAJH Auvergne-Rhône-Alpes	BERTRAND Jean-Jacques	P		

P : Procuration

	Association nationale des apprentis	MARTIN Baptiste			
	Accord entre la Fondation OVE et Handi-Sup Auvergne	VIALON Christian			
	Jeune chambre économique Auvergne-Rhône-Alpes	BELOT-DEVERT Marie-Charlotte			
		BONNEFOY Thomas			
	Union des fédérations Auvergne-Rhône-Alpes de protection de la nature	CONSTANCIAS Hubert	P		
		RESCHE-RIGON Frédérique			
	Fédération régionale Auvergne pour la protection de la nature et de l'environnement	SAUMUREAU Marc			
	Ligue de coordination Auvergne-Rhône-Alpes de protection des oiseaux	VERILHAC Yves			
	Conservatoire d'espace naturels d'Auvergne	AUBERGER Eliane	P		
	Fédération régionale des chasseurs d'Auvergne-Rhône-Alpes	CERNYS Rémy			
	Personnalités qualifiées en lien avec l'environnement et le développement durable	OUVRIER-BUFFET Gérard			
		PELLET Anne			
		WALBAUM Ludovic			
		RIALHE Anne			
4	Personnalités qualifiées	CARUANA Laurent			
		COLLONGE Martine			
		MANET Louis			
		MERCIER Chantal			
		PEYREFITTE Carole			
		QUADRINI Antoine			
		VERNEY-CARRON Florence			

P : Procuration

# Contacts

## Délégué général

Grégory MOREL

gregory.morel@auvergnerhonealpes.fr – Tél. : 04 26 73 41 95

## Déléguée générale adjointe

Ingrid RANCHIN

ingrid.ranchin@auvergnerhonealpes.fr – Tél : 04 26 73 55 16

## Déléguée générale adjointe

Corinne LEBRETON

corinne.lebreton@auvergnerhonealpes.fr – Tél. : 04 26 73 48 72

## Chargé d'études

Michel RAFFIN

michel.raffin@auvergnerhonealpes.fr – Tél. : 04 26 73 41 45

## Contact presse

Nancy PIEGAY

nancy.piegay@auvergnerhonealpes.fr – Tél. : 04 26 73 40 44

Vous souhaitez suivre l'actualité du CESER Auvergne-Rhône-Alpes,  
inscrivez-vous à notre newsletter sur

[lettre.ceser@auvergnerhonealpes.fr](mailto:lettre.ceser@auvergnerhonealpes.fr)

ou retrouvez les informations sur le site internet  
[ceser.auvergnerhonealpes.fr](http://ceser.auvergnerhonealpes.fr)

## NOTE

Les collectivités locales encaissent des recettes sur lesquelles leur pouvoir de décision se réduit fortement. Ceci alors qu'elles sont sollicitées pour dépenser en tous domaines, dans un système de financement toujours plus complexe. Le CESER s'interroge donc sur les capacités des collectivités d'Auvergne-Rhône-Alpes à arbitrer demain en faveur d'investissements pour l'avenir.

En premier lieu, après un rappel sur la notion d'investissements d'avenir, le CESER s'est appuyé sur des expertises de haut niveau pour analyser la donne nationale des finances locales.

En second lieu, il a examiné la donne régionale en croisant :

- Les données-seules homogènes et comparables des comptes de gestion publiées par la Direction des finances publiques.
- Les points de vue des élus de terrain et/ou de leurs services dans deux communautés d'agglomération et cinq départements assez différents d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Cette note n'a pas pour ambition d'apporter toutes les solutions mais seulement de poser des problématiques : incompréhension entre l'Etat et les collectivités ; effets de ciseau recettes/dépenses dans les Départements ; risques sur les financements hors métropoles ; rôle de la Région ; incertitudes pour les investissements d'avenir.

BUDGET | COLLECTIVITES LOCALES | FINANCES LOCALES |  
REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES | INVESTISSEMENT

Crédits photos : 123 RF

[ceser.auvergnerhonealpes.fr](http://ceser.auvergnerhonealpes.fr)



**CESER AUVERGNE - RHONE-ALPES / LYON**  
125 rue Smith – CS 90051 – 69285 Lyon cedex 02  
T. 04 26 73 49 73

**CESER AUVERGNE - RHONE-ALPES / CLERMONT-FERRAND**  
59 Bd Léon Jouhaux – CS 90706 – 63050 Clermont-Ferrand Cedex 2  
T. 04.73.29.45.29